

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : Etat actuel et possibilités de développement futur de l'agriculture et de l'élevage en Belgique par J. L. Frateur, Régent de la Banque Nationale. — L'industrie Automobile en Europe. — Informations financières. — Informations économiques générales. — Statistiques.

**ETAT ACTUEL
ET POSSIBILITES DE DEVELOPPEMENT FUTUR
DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE
EN BELGIQUE.**

Dans le travail d'assainissement financier poursuivi en Belgique, l'agriculture et l'élevage sont appelés à jouer un rôle de premier plan, rôle que la présente étude tâchera de mettre en évidence.

Déjà avant la guerre, l'agriculture belge avait fait beaucoup de progrès. Grâce à l'activité incessante du ministère de l'Agriculture qui, par l'organe de ses agronomes, avait semé partout la bonne parole; grâce aussi à l'activité des associations agricoles devenant de jour en jour plus puissantes, l'agriculteur était sorti de la voie de la routine, et commençait à suivre les voies nouvelles indiquées par les découvertes

scientifiques. Si, pendant la guerre, ce mouvement de progrès fut ralenti, il a repris depuis l'armistice avec une intensité nouvelle. Les événements ont fait sentir au cultivateur la nécessité de travailler d'une façon plus méthodique. L'agriculteur belge d'après-guerre, avide de progrès, désire appliquer les données positives des sciences techniques, et veut obtenir de meilleurs rendements, lui permettant non seulement de lutter contre les produits étrangers sur le marché belge, mais aussi de conquérir une place sur le marché mondial. L'agriculture belge, composée principalement de petits et moyens cultivateurs (1), acharnés

(1) Les 6/7 des agriculteurs belges exploitent de 1 à 10 hectares. Il n'y a pas 1,000 exploitations de plus de 100 hectares. Les statistiques de 1895, qui sont les dernières en date, donnent la répartition suivante des exploitations agricoles:

ETENDUE DE L'EXPLOITATION	Nombre
50 ares et moins	458.000
50 ares à 1 hectare	86.000
1 à 2 hectares	90.000
2 à 3	50.500
3 à 4	30.700
4 à 5	20.100
5 à 10	49.000
10 à 20	27.100
20 à 30	8.150
30 à 40	3.190
40 à 50	1.600
50 à 100	2.650
100 et plus	920

Les étendues de 50 ares et moins comprennent les terres cultivées par des ouvriers agricoles, les ouvriers industriels, les artisans de la campagne, etc., cultivant un lopin de terre pour la production des pommes de terre et légumes pour le ménage, et un peu de fourrage pour l'alimentation des animaux exploités. Les produits obtenus ainsi jouent un rôle important dans l'économie domestique de ces ménages et l'économie du pays. L'élevage de petits animaux de rapport: poules, lapins et chèvres et la culture maraîchère se généralisent de plus en plus, et augmentent considérablement les ressources de ces petits exploitants. C'est de plus une excellente occupation des loisirs de l'ouvrier.

au travail, a senti que, dans ce temps de crise européenne, non seulement la vie du gentleman-farmer d'avant-guerre est une fantaisie menant rapidement à la ruine, mais que son exploitation, pour être rentable, doit être mise au point suivant les dernières découvertes scientifiques. Et il y a actuellement parmi les agriculteurs belges un très fort courant de progrès qui fait déjà sentir ses effets par une augmentation sensible de la production et qui permet les plus belles espérances pour l'avenir.

Ce sont surtout ces espérances comparées à la situation actuelle que je me suis proposé de faire ressortir. Je le ferai en comparant la balance des importations et exportations des principaux groupes de produits agricoles, et en mettant en regard les chiffres représentant les améliorations que l'agriculture espère obtenir. Ces chiffres résultent entre autres des conclusions que la Commission nationale pour l'augmentation de la production agricole, ainsi que des données réunies lors des journées d'études organisées par le Boerenbond Belge, fin décembre 1926 et début février 1927, pour étudier l'augmentation de production pouvant être réalisée dans un avenir prochain. Ces données feront de plus ressortir les voies nouvelles dans lesquelles nos agriculteurs s'engagent pour combler le déficit de la production agricole.

En faisant une moyenne des relevés estimatifs, on peut admettre que l'agriculture belge produit environ 75 p. c. des produits agricoles nécessaires au pays. Quand on considère d'autre part que la Belgique est un pays surpeuplé, ayant 254 habitants par kilomètre carré, on peut déjà en conclure que ce n'est pas sans raisons que notre agriculture est qualifiée d'intensive. Sans être considéré comme tel, notre pays est cependant un vrai pays agricole; mais, jusqu'à présent, il a surtout pourvu le marché indigène, très important. On confond encore fréquemment la production agricole totale avec la production des céréales panifiables. Devant importer 70 p. c. de notre consommation en céréales, on en a déduit que notre pays ne produisait que 30 p. c. de ce qu'il faut pour nourrir notre population. C'est une erreur, car en dehors du blé il y a de la viande, du lait, du beurre, des légumes, des fruits, du sucre, des animaux vivants, et quantité d'autres produits de plus grande valeur que les céréales que nous n'importons pas ou en quantité restreinte, parce que nous les produisons nous-mêmes (1).

Dans un pays surpeuplé et de haute civilisation comme le nôtre, c'est vers la production de produits agricoles de grande valeur que tendent les efforts. Et c'est l'exportation de ces produits qui doit nous fournir l'argent nécessaire pour l'achat des céréales et autres produits alimentaires dont nous avons besoin,

(1) L'Angleterre ne produit que 60 p. c. de ce qu'il faut à sa population pour vivre. Même la France, considérée cependant comme un pays agricole, ne produit que 90 p. c. de ses besoins.

et que nous ne pouvons pas produire en quantité suffisante.

Toute la question est de savoir si la Belgique sera un jour en état de mieux équilibrer la balance des produits agricoles par une surproduction appropriée. C'est par la comparaison des balances des importations et des exportations des groupes de produits agricoles pendant l'année 1926 avec les chiffres qui représentent les augmentations réalisables dans un avenir rapproché, que la conclusion pourra être dégagée. Afin de pouvoir juger jusqu'à quel point l'agriculture belge est capable de combler le déficit de 25 p. c. dans les produits nécessaires au ravitaillement de la population, il nous faut établir d'une part la valeur de la production actuelle et d'autre part la valeur de la surproduction possible. Je le répète, celle-ci consistera surtout en produits de haute valeur pouvant, par une diminution correspondante des importations et une exportation plus accentuée, compenser la valeur des achats de céréales et autres produits de première nécessité.

Afin de faire ressortir l'importance de l'agriculture belge dans l'économie générale du pays, il est utile de faire une estimation des produits de l'agriculture belge. Le tableau suivant fait ressortir cette importance, les prix moyens de 1925 ayant servi de base pour l'établir:

		(En 1000 fr.)	
I. Produits végétaux : alimentation pour l'homme			
	6,108,831		
Produits industriels agricoles	533,914		
Produits fourragers	2,043,727		
	<hr/>		
Total . . fr.	8,686,472		
dont à déduire : semences, fumier, frais de machines etc.	— 452,844		
	<hr/>		
Différence	8,233,628	8,233,628	
II. Produits animaux :			
Bovides abattus	942,554		
Porcs abattus	1,057,706		
Moutons et chèvres abattus	40,000		
Chevaux	163,221		
Fumier	720,000		
	<hr/>		
Total . . fr.	2,943,481	2,943,481	
	<hr/>		
Produits de laiterie	1,926,792		
Produits de basse-cour	1,630,000		
	<hr/>		
Total fr.	3,556,792	3,556,792	
	<hr/>		
Total général . . . fr.	14,733,901		

Pour équilibrer la balance des produits agricoles, notre agriculture devrait donc pouvoir augmenter sa production, sur la base des prix de 1925, de 3,7 milliards de francs (1).

(1) Il est à remarquer que l'établissement des prix représentant la surproduction a été fait en tenant compte des prix moyens de 1926. De ce fait, ils sont trop élevés comparés aux chiffres ci-dessus. Mais il ne fut pas possible de faire autrement, si on voulait avoir une idée précise de la situation actuelle.

Avant d'envisager la surproduction agricole proprement dite, il peut être intéressant de jeter un coup d'œil sur les possibilités d'augmentation de la valeur intrinsèque des terres. Celles-ci représentent, en effet, une valeur-or d'autant mieux garantie que sa productivité est meilleure. En temps de crise agricole, ce sont toujours les terres les plus productives qui résistent le mieux à la dépréciation.

La valeur des terres agricoles et des bâtiments était estimée, pour 1925, à 40 milliards de francs. Comme la terre constitue pour l'agriculture un outil de travail de première nécessité, son amélioration s'impose par drainages, travaux d'amélioration des cours d'eau, travaux d'amélioration foncière, etc. L'augmentation de valeur qui peut résulter de ces travaux est estimée à 9 milliards de francs. Ce chiffre ne peut évidemment pas intervenir dans le calcul de l'augmentation du rendement-argent des exploitations agricoles; il n'indique que l'augmentation possible de la richesse foncière. Ces travaux d'amélioration ont néanmoins une influence considérable sur les rendements, et c'est la raison pour laquelle ils ont actuellement la faveur du public agricole.

Nous diviserons l'exposé qui va suivre en trois rubriques ayant pour objet: a) la production des cultures ordinaires; b) la production des vergers, serres et cultures maraîchères; c) les productions animales.

I. — La production des cultures ordinaires.

L'agriculture belge, de par sa situation spéciale, doit, pour subsister, être intensive. Elle doit faire rendre à son outil-sol le maximum de rendement. La quantité considérable d'engrais chimiques employés dans ce but donne une idée de l'effort annuel à accomplir par nos cultivateurs. D'après les statistiques générales de 1910, notre agriculture employait annuellement 1.063.000 tonnes d'engrais chimiques, réparties comme suit:

- 180.000 tonnes engrais azotés;
- 255.000 tonnes engrais phosphorés;
- 45.000 tonnes engrais potassiques;
- 275.000 tonnes chaux et engrais calcaires;
- 70.000 tonnes engrais mélangés;
- 198.000 tonnes boues de ville;
- 40.000 tonnes autres engrais.

Cela représente une moyenne de 500 kilogrammes d'engrais chimiques par hectare.

Mais cette nécessité d'intensifier les cultures grève la balance agricole, parce que nous devons acheter au dehors les engrais azotés et les engrais potassiques, comme le montre le tableau suivant (1):

ENGRAIS	Années	IMPORTATIONS		EXPORTATIONS		DIFFÉRENCE	
		Quantités (Tonnes)	Valeur (En 1.000 fr.)	Quantités (Tonnes)	Valeur (En 1.000 fr.)	Quantités (Tonnes)	Valeur (En 1.000 fr.)
1. Engrais azotés	1925	198.324	230.419	12.947	16.411	- 135.376	- 214.003
	1926	191.116	277.606	7.653	11.235	- 183.432	- 263.372
2. Engrais phosphatés	1925	449.881	48.807	1.070.373	230.339	+ 620.492	+ 181.532
	1926	445.116	65.506	1.329.879	334.419	+ 484.763	+ 268.912
3. Engrais potassiques	1925	353.888	115.328	180.390	73.356	- 173.497	- 41.971
	1926	417.331	163.298	210.233	87.417	- 207.034	- 75.881
4. Engrais composés	1925	38.778	7.295	96.178	23.950	+ 57.399	+ 16.655
	1926	34.009	8.745	36.164	15.555	+ 2.155	+ 6.810
Total général	1925	1.040.871	401.849	1.359.888	344.056	+ 319.017	- 57.793
	1926	1.087.572	515.155	1.583.932	448.626	+ 496.360	- 66.529

On remarquera que l'excédent des exportations d'engrais phosphatés a dépassé, en 1926, l'excédent des importations d'engrais azotés. Dans ce domaine, le développement d'usines de production d'engrais azotés artificiels est de la plus haute importance, car l'agriculture belge peut consommer des quantités d'engrais azotés beaucoup plus considérables que celles qu'elle consomme actuellement. Cette question est avant tout une question de prix de revient. Mais, de fait, notre agriculture emploiera une quantité toujours croissante d'engrais chimiques.

La balance des céréales panifiables est fortement déficitaire; le fait a déjà été signalé plus haut. Le tableau suivant permet de juger de la valeur de nos importations et de nos exportations en céréales:

(1) Pour le total général, nous avons pris les chiffres exacts obtenus en tenant compte des kilogrammes et des francs. Mais dans les tableaux, nous les avons arrondis en tonnes et 1.000 francs.

CÉRÉALES CULTIVÉES DANS LE PAYS ET FARINES.	Années	IMPORTATIONS		EXPORTATIONS		DIFFÉRENCE	
		Quantités (Tonnes)	Valeur (En 1.000 fr.)	Quantités (Tonnes)	Valeur (En 1.000 fr.)	Quantités (Tonnes)	Valeur (En 1.000 fr.)
1. Céréales	1925	1.598.714	2.020.491	63.589	68.931	— 1.535.125	— 1.951.560
	1926	1.476.331	2.520.015	30.975	40.399	— 1.445.355	— 2.479.696
2. Farines, gruaux et amidons	1925	23.230	38.149	79.699	138.596	+ 56.468	+ 100.446
	1926	28.970	53.793	30.546	71.658	+ 1.576	+ 17.864
3. Céréales et graines en gerbes ou en épis.	1925	874	313	40	26	— 823	— 287
	1926	1.047	512	—	—	— 1.047	— 511
Total général	1925	1.622.819	2.058.955	143.329	207.553	— 1.479.490	— 1.851.401
	1926	1.506.348	2.574.321	61.523	112.057	— 1.444.825	— 2.462.263

Ce déficit est celui qui grève le plus lourdement notre balance agricole. Afin de combler cet excédent d'importations de deux et demi milliards de francs, certains ont préconisé de favoriser par tous moyens la culture des céréales. Ils perdaient de vue que ce moyen ne peut pas donner des résultats dans un pays comme le nôtre, où la presque totalité des terres convenant à l'agriculture est cultivée. Augmenter l'étendue des cultures de céréales, c'est diminuer d'autant les autres cultures d'un rapport-argent plus considérable. Ce n'est pas par un traitement symptomatique et unilatéral que notre agriculture veut combattre le mal. Elle veut arriver au résultat désiré par la mise en œuvre de toutes mesures capables d'augmenter les rendements, et en développant surtout ces cultures qui, par unité de surface cultivée, donnent le maximum de produits de grande valeur. Le rendement des céréales à l'hectare fut en Belgique, pour la période 1922-25, estimé à 2.490 kilogrammes (1). Comparée à la période 1886-95, il y eut une augmentation d'un tiers (2), due en grande partie à l'emploi méthodique d'engrais chimiques. Actuellement, l'augmentation des rendements, aussi bien des céréales que des autres cultures, est poursuivie d'une part par l'emploi de semences et plants améliorés et d'autre part par la lutte méthodique contre les causes de

destruction: maladies cryptogamiques, insectes, etc. Les spécialistes estiment que sur les 671.000 hectares cultivés en céréales, 600.000 ne sont pas ensemencés avec les variétés appropriées. Ils prévoient, par l'emploi de variétés améliorées, à bref délai, une augmentation sensible dans les rendements, chiffrée à 150.000 tonnes. Pour les pommes de terre, l'augmentation est estimée à 800.000 tonnes.

Voici d'ailleurs la valeur-argent de la surproduction que l'on croit pouvoir réaliser à bref délai:

	(En 1000 fr.)
a) Valeur de la surproduction par l'emploi de semences et plants améliorés.....	563.633
b) Valeur par une lutte méthodique contre les maladies et les insectes.....	833.362
c) Valeur par tous autres moyens: améliorations foncières, meilleure fumure, labour, etc.	110.000
	<u>1.506.995</u>

L'agriculture proprement dite se croit donc en état de combler ainsi une notable partie du déficit important de la balance des céréales panifiables.

* * *

Un autre poste déficitaire très important est celui des aliments pour nos animaux.

FOURRAGES POUR LE BÉTAIL	Années	IMPORTATIONS		EXPORTATIONS		DIFFÉRENCES	
		Quantités (Tonnes)	Valeur (En 1.000 fr.)	Quantités (Tonnes)	Valeur (En 1.000 fr.)	Quantités (Tonnes)	Valeur (En 1.000 fr.)
1. Bruts	1925	223.265.853	31.086.877	64.007.884	4.580.151	— 159.257.969	— 26.506.726
	1926	196.109.284	36.554.210	88.088.905	7.843.853	— 108.020.379	— 28.710.357
2. Tourteaux, maïs, son et autres	1925	774.940.779	855.313.573	59.731.679	59.491.914	— 715.209.100	— 795.827.659
	1926	976.926.531	1.199.020.148	76.217.697	99.856.831	— 900.708.834	— 1.099.163.817
Total général	1925	998.206.632	886.400.250	123.739.563	64.072.065	— 874.467.069	— 822.328.185
	1926	1.173.035.815	1.235.574.358	164.306.602	107.700.684	— 1.008.729.213	— 1.127.873.674

(1) Ce rendement est la moyenne du blé, orge d'hiver, seigle et avoine.

(2) Pendant cette période, le rendement était de 1.882 kilogrammes à l'hectare.

Mais ce déficit important n'est pas entièrement imputable au poste « Aliments pour bétail ». Il comprend, en effet, également les graines oléagineuses destinées aux huileries. Les postes déficitaires les plus importants imputables à l'agriculture sont:

NATURE DU PRODUIT	ANNÉES	
	1925	1926
	(En 1.000 fr.)	
Tourteaux pour l'alimentation du bétail.....	— 148.077	— 121.640
Maïs (y compris celui destiné aux maïseries) (1)	— 451.845	— 672.553
Son.....	— 40.546	— 65.126

L'amélioration des prairies, une intensification des cultures fourragères, une plus grande production de fourrages riches en albumine, la sélection des semences fourragères sont des moyens mis en œuvre pour diminuer ce déficit. Il est difficile de chiffrer les résultats possibles.

Nous resterons néanmoins toujours tributaires de l'étranger pour une grande partie des aliments concentrés. Dans ce domaine, notre Colonie peut jouer un rôle important, en développant la production de graines oléagineuses pour huileries: arachides, soja, tournesol, coprah, palmiste, etc. Nous pourrions ainsi remplacer, au moins partiellement, par des produits congolais, des produits achetés actuellement en pays étranger.

Il est à remarquer d'autre part que ces tourteaux, son et graines fourragères constituent les matières premières indispensables pour des spéculations animales intensives. L'éleveur valorise ces matières premières en les faisant transformer par ses machines animales, et en y incorporant une certaine proportion de salaires. L'importance de ces importations permet jusqu'à un certain point de se faire une idée de l'ampleur des spéculations animales en Belgique, les produits importés étant surtout employés pour équilibrer les rations alimentaires des animaux.

Les machines et outils pour l'agriculture accusent un excédent favorable de:

(1) Pour le maïs, nous avons eu un excédent de 461.478 tonnes en 1925 et de 620.905 tonnes en 1926. La maïserie belge consomme en moyenne 140.000 à 150.000 tonnes. Cette augmentation d'environ 160.000 tonnes en 1926 est due principalement à ce que le nombre de volailles a passé de 12 à 20 millions.

ANNÉES	Tonnes	Valeur (Francs)
1925	+ 3.225	+ 7.529.711
1926	+ 2.450	+ 5.543.158

L'industrialisation de jour en jour plus accentuée de notre agriculture nécessitera un outillage mécanique de plus en plus important. Le cultivateur s'outille mécaniquement au fur et à mesure que ses ressources le lui permettent. Sous ce point de vue, l'installation de distributions électriques dans la plupart de nos fermes aura les conséquences les plus heureuses.

* * *

La production de semences s'est développée d'une façon appréciable, et tout fait prévoir que la Belgique pourra produire à bref délai une grosse part des semences et plants dont elle a besoin. L'amélioration méthodique des semences et plants est d'ailleurs poussée très activement d'une part à Louvain, d'autre part à Gembloux (1). Et les résultats obtenus à ce jour sont des plus encourageants. La plupart des agriculteurs, à la suite des résultats favorables qu'ils ont pu constater un peu partout, sont désireux d'employer des semences et plants améliorés. Et les efforts faits en vue de produire au moins une partie de ces semences et plants en Belgique permettent les plus belles espérances. Nous pourrions ainsi combler au moins partiellement le déficit d'une trentaine de millions que ce poste accuse actuellement.

Les aliments préparés industriellement, parmi lesquels le sucre de betteraves joue un rôle prépondérant, ont une balance favorable de 285 millions de francs en 1925 et de 247 millions de francs en 1926. Dans ce chiffre, le sucre de betterave et de canne, ainsi que la margarine et les produits de boulangerie fine et biscuits interviennent de la façon suivante:

Voir tableau 1 page 242

Quant aux plantes industrielles, comprenant en ordre principal le lin sous toutes ses formes, le houblon, le chanvre et le tabac, elles ont une balance défavorable, se chiffrant à 265 millions en 1925 et à 242 millions en 1926.

(1) Ce travail est fait: a) à Louvain par le Service pour l'amélioration des semences du Boerenbond en collaboration avec l'Institut agronomique de l'Université; b) à Gembloux par la Station de sélection des semences de l'Etat.

1	Années	IMPORTATIONS		EXPORTATIONS		DIFFÉRENCES	
		Quantités (Kilog.)	Valeur (Francs)	Quantités (Kilog.)	Valeur (Francs)	Quantités (Kilog.)	Valeur (Francs)
Sucres bruts de betterave et de canne :							
1. Sucre de betterave	1925	1.884.053	2.491.747	25.267.367	35.734.549	+ 23.383.314	+ 33.242.802
	1926	10.602.695	15.048.407	4.563.500	8.052.956	— 6.039.195	— 6.995.451
2. Sucre de canne	1925	53.891.456	64.477.236	21	200	— 53.891.435	— 64.377.036
	1926	40.293.763	57.010.685	2.536	6.000	— 40.291.227	— 57.004.685
Sucres raffinés :							
1. Poudres blanches ou cristallisés ...	1925	593.936	1.101.102	136.945.957	232.539.599	+ 136.352.021	+ 231.438.497
	1926	528.949	1.412.479	106.074.320	218.079.679	+ 105.545.371	+ 216.067.200
2. Sucre en pains, en morceau et en poudre.	1925	1.887.212	3.750.551	40.041.003	90.921.887	+ 38.153.791	+ 87.171.336
	1926	9.006	20.433	38.866.494	103.371.216	+ 38.857.488	+ 103.350.783
3. Sucres candis	1925	21.420	44.505	5.794.365	12.403.689	+ 5.772.945	+ 12.350.184
	1926	354	1.898	8.908.512	23.010.745	+ 8.908.238	+ 23.008.857
4. Sucres vergeoises, cassonades	1925	2.435.993	3.978.090	1.598.580	2.936.703	— 837.413	— 1.041.387
	1926	255.332	479.638	1.740.164	3.691.359	+ 1.484.832	+ 3.211.621
Produits de boulangerie fine et biscuits : additionnés de cacao, de fruits ou plus de 10 p. c. de sucre	1925	117.458	1.144.603	2.308.204	19.197.768	+ 2.190.746	+ 18.053.165
	1926	128.075	1.504.139	2.667.963	25.359.402	+ 2.538.888	+ 23.855.263
Autres	1925	24.644	247.793	182.719	1.229.722	+ 182.719	+ 981.920
	1926	19.613	288.870	223.732	1.669.846	+ 204.119	+ 1.380.976
Beurre artificiel, margarine	1925	3.431.380	21.134.419	1.693.989	9.834.222	— 1.737.391	— 11.300.197
	1926	4.860.488	37.298.820	1.406.411	11.604.123	— 3.454.077	— 25.694.697

Les racines de chicorées accusent un excédent favorable respectivement de 29 et de 35 millions de francs. C'est le tabac qui intervient pour une très large part dans le déficit de cette balance, notamment pour 128 millions de francs en 1925 et pour 144 millions de francs en 1926. Les efforts faits par les planteurs de tabac méritent par conséquent d'être largement encouragés.

II. — La production des cultures maraîchères, des cultures sous verre et des vergers.

L'étendue occupée en 1926 par les différentes cultures pouvant être rangées sous cette rubrique est estimée à :

GENRE DE CULTURES	Hectares
Culture maraîchère	50.000
Pommes de terre hâtives	15.000
Culture fruitière intensive	10.000
Serres	1.000
Plantes ornementales et pépinières	5.000
Vergers-pâtures	60.000
Total	141.000

Si ces exploitations ont presque toutes une étendue très réduite, elles donnent des rendements à l'hectare insoupçonnés. C'est la culture intensive, rationnellement poussée à l'extrême. Un ménage peut avoir une existence honorable en cultivant de quelques ares (1) à un ou deux hectares suivant les cas. Et comme ren-

(1) Pour la vigne et la pêche, 15 ares permettent de nourrir une famille.

dement-argent, ces cultures donnent des résultats qui dépassent de loin tout ce que l'on peut obtenir par la culture ordinaire et l'élevage. Cela tient à une rotation beaucoup plus rapide des cultures, jointe à des procédés de culture plus intensifs, et à une plus grande valeur marchande des produits obtenus. Le rendement brut oscille d'ailleurs pour :

Des cultures maraîchères ordinaires, de 14 à 25.000 francs l'hectare ;

Des cultures fruitières, de 15 à 30.000 francs l'hectare ;

Des serres à vigne, de 2.500 à 10.000 francs l'are.

Les produits de ces cultures servent en ordre principal à pourvoir les marchés indigènes. En 1926, on estime qu'environ 10 p. c. seulement des produits obtenus furent exportés, soit à l'état frais, soit à l'état de conserves. C'est que pour ces produits les frais d'emballage et de transport sont très élevés. Les frais de douane et de transport seuls représentent, par kilogramme de produit, fr. 0.60 pour Paris, 1 fr. pour Londres et 2 francs pour New-York. C'est pour cela que la tendance d'avenir est de produire plus d'articles de luxe.

Les spécialistes en la matière estiment que, dans un avenir rapproché, ce genre de cultures peut supporter un développement appréciable. Dans la situation actuelle des marchés, on pourrait avantageusement transformer 50.000 hectares de culture ordinaire en :

14.000 hectares de culture maraîchère ;

1.000 hectares de culture sous verre ;

10.000 hectares de culture fruitière intensive ;

25.000 hectares de culture vergers.

En prenant un rendement moyen brut à l'hectare de 25.000 francs pour la culture maraîchère et la culture fruitière intensive, 15.000 francs pour les vergers

et 300.000 francs pour la culture sous verre, on obtiendrait, sous déduction de la valeur actuelle des 50.000 hectares transformés, une surproduction de 885 millions de francs. La poussée actuelle de la petite culture qui se manifeste vers cette voie, permet de croire que cette surproduction sera rapidement atteinte. L'excédent favorable de la balance de ces

produits, qui fut de 4 millions de francs en 1925 et de 171 millions de francs en 1926, sera ainsi certainement accentué. Le tableau suivant renseigne d'ailleurs avec plus de détails la balance des importations et des exportations des produits horticoles pendant les deux dernières années:

LÉGUMES, FRUITS, PLANTES VIVANTES ET FLEURS	ANNÉES	IMPORTATIONS		EXPORTATIONS		DIFFÉRENCES	
		Quantités (Kilog.)	Valeur (Francs)	Quantités (Kilog.)	Valeur (Francs)	Quantités (Kilog.)	Valeur (Francs)
Légumes							
1. Frais	1925	167.364.326	88.381.724	128.398.383	86.617.265	- 38.965.943	- 1.764.459
	1926	154.691.757	83.144.455	285.553.520	187.532.111	+ 130.861.763	+ 104.387.656
2. Secs	1925	24.555.731	32.444.534	3.109.203	4.232.513	- 21.446.528	- 28.212.021
	1926	21.662.996	33.346.819	3.321.793	6.356.917	- 18.341.203	- 26.989.902
3. Conservés	1925	4.691.365	15.092.875	7.068.219	22.945.616	- 2.376.854	+ 7.653.741
	1926	4.365.645	18.816.140	10.076.636	40.270.204	+ 5.710.991	+ 21.454.064
Total général	1925	196.611.422	135.917.133	138.575.805	113.795.394	- 58.035.617	- 22.121.739
	1926	180.720.398	135.307.414	298.951.949	234.159.232	+ 118.231.551	+ 98.861.818
Fruits cultivés dans le pays	1925	12.990.657	27.598.044	45.530.532	95.003.909	+ 32.539.875	+ 67.405.865
	1926	9.574.951	30.513.243	82.468.007	157.317.848	+ 72.893.056	+ 126.805.595
» non cultivés dans le pays	1925	45.250.307	75.780.775	268.248.000	604.688	+ 44.982.059	- 75.176.087
	1926	50.979.873	105.097.179	253.149	630.161	- 50.726.724	- 105.367.018
Préparations de fruits et de plantes	1925	2.664.481	8.692.541	710.153	5.951.125	- 1.954.328	- 2.741.416
	1926	2.532.225	11.713.246	1.183.475	8.690.065	- 1.348.750	- 3.023.181
Total général	1925	60.905.445	112.071.360	46.508.933	101.559.722	- 14.396.512	- 10.511.638
	1926	63.219.305	145.202.963	83.431.309	163.899.124	+ 20.212.004	+ 18.696.161
Plantes vivantes et fleurs. Total	1925	1.985.405	7.652.725	11.676.006	44.598.792	+ 9.609.601	+ 36.944.067
	1926	1.617.833	7.376.422	13.897.937	61.122.562	+ 12.280.104	+ 53.746.140

III. — Les productions animales.

L'augmentation dans les productions animales s'accroît d'année en année. Les spécialistes en la matière estiment cependant qu'on n'en est qu'aux débuts. La Belgique fut le premier pays qui transforma radicalement ses méthodes d'amélioration des animaux domestiques, et les conforma aux nouvelles données de l'hérédité expérimentale (1). C'est vers la production et la multiplication de lignées ayant une très grande productivité héréditaire que les efforts sont orientés. En même temps, on élimine les parasites, c'est-à-dire les animaux dont la production n'est pas en rapport avec la consommation. Ces lignées à hauts rendements permettent ainsi l'industrialisation de l'élevage (2).

(1) L'arrêté royal du 16 août 1919 règle définitivement cette orientation nouvelle. Cfr. Institut de Zootechnie de Louvain, *Bulletins* 15, 18, 19 et 21.

(2) La balance totale des produits animaux avait encore un déficit de 388 millions en 1925, alors qu'en 1926 elle a un excédent favorable de 122 millions.

Les chevaux belges sont, à juste titre, considérés comme les meilleurs moteurs en mode de masse du monde. Après la guerre, la reconstitution des élevages chevalins se fit autant que possible avec des reproducteurs de toute première valeur. Il en est résulté que l'ensemble de notre population chevaline dépasse en valeur moyenne celle d'avant-guerre. C'est d'ailleurs vers la production à peu près exclusive de sujets d'élite que les efforts sont orientés actuellement. Pendant l'année 1926, le nombre de chevaux exportés a dépassé de 10.000 têtes le nombre de 1925, et la valeur de l'excédent des exportations sur les importations fut de 112 millions de francs, contre 62 millions en 1925. C'est cette exportation qui permet au groupe « animaux vivants » de clôturer sa balance par un excédent favorable de 40.208.000 francs en 1925 et 111.903.000 francs en 1926. Le tableau suivant donne une idée des importations et exportations des animaux vivants d'autres espèces.

précoces pour la boucherie, et avec un rendement en lait et en beurre élevé. Le premier travail, entrepris sous la direction scientifique de l'Institut de Zootechnie de Louvain, fut la recherche de lignées de bovidés réunissant ces qualités. Ce travail a démontré que ces lignées pouvaient être isolées dans le cheptel belge. Certaines de ces lignées ont un rendement moyen double de la moyenne de l'ensemble. Celle-ci est estimée à 3.000 litres de lait avec 3 p. c. de matières grasses, soit 100 kilogrammes de beurre par tête et par an. Les associations d'élevage visent principalement à la multiplication des lignées de haute productivité. Et il y a actuellement une telle demande de taureaux de bonne origine que l'on peut affirmer que la masse des cultivateurs est entraînée dans le mouvement. Le but prochain que l'on veut atteindre, c'est une production moyenne de 4.000 litres de lait avec 4 p. c. de matières grasses, soit une production moyenne de 150 kilogrammes de beurre par tête et par an (1). On estime que notre agriculture peut, dans les circonstances actuelles, exploiter 1.050.000 vaches laitières, soit 150.000 de plus qu'actuellement. Cela nous donnerait une production de 197.200.000 kilogrammes de beurre. Au prix moyen de 1926, soit fr. 20.50 par kilogramme, cela représente une valeur de 3.673.000.000 de francs. La Belgique consomme annuellement environ 90 millions de kilogrammes de beurre. Le restant, pouvant être exporté, nous donnerait 2 milliards de francs à notre actif.

Il faut évidemment pour cela qu'aucune mesure restrictive ne vienne plus entraver le progrès (2). La conquête du marché étranger demande trop d'efforts pour admettre que des mesures prohibitives, qui ne peuvent plus se justifier, puissent annihiler les résultats obtenus.

L'amélioration du porc, qui ne fut jamais l'objet d'efforts poursuivis, vient de rentrer dans le cadre général des améliorations. La surproduction laitière que les éleveurs de bêtes bovines poursuivent, laissera un disponible de 1 milliard de litres de lait écrémé. La plus grosse partie de ce produit devra être transformée en viande de porc. Le but poursuivi est la production de lignées possédant une grande capacité de transformation. Le coefficient n'est encore que de 0,2 pour l'ensemble de nos races indigènes, c'est-à-dire qu'il faut 5 kilogrammes d'aliments concentrés pour obtenir 1 kilogramme de poids vif. Dans les pays scandinaves, ce coefficient est de 0,253. Ils font donc une économie de 1,5 kg. d'aliments par unité de poids vif. Des recherches faites pendant la guerre par l'Institut de Zootechnie, sous les auspices de la C. R. B., ont établi que de semblables lignées existent en Belgique. Comme nous produisons en moyenne au moins 1 million de porcs, la propagation de ces lignées permettra de faire une économie de matières premières valant 225 millions de francs. D'autre part, l'utilisation du lait écrémé peut donner 85 millions de kilogrammes de porc, valant en chiffres ronds 850 millions de francs. Les possibilités d'amélioration du porc sont donc de la grandeur d'un milliard de francs.

L'exemple le plus typique des résultats rapides auxquels on pourra arriver dans l'amélioration de nos animaux domestiques est fourni par les volailles. Nous avons eu un excédent favorable de 113 millions de francs en 1925 et de 302 millions en 1926. Le tableau suivant donne une idée des progrès réalisés dans ce domaine.

COMMERCE EXTÉRIEUR	ANNÉES	IMPORTATIONS		EXPORTATIONS		DIFFÉRENCE	
		Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur
Œufs	1922	113.678.000	30.319.591	14.151.786	5.534.776	- 99.526.214	- 30.784.815
	1923	64.935.649	25.543.413	64.266.676	29.504.963	- 698.973	+ 3.931.550
	1924	32.098.811	16.453.908	165.636.472	93.212.529	+ 133.537.661	+ 79.758.621
	1925	34.811.601	18.974.687	215.937.553	132.334.273	+ 181.176.952	+ 113.399.583
	1926	8.591.412	6.183.332	405.552.038	309.055.298	+ 393.930.626	+ 302.871.933

En 1913, nous avons un excédent d'importations de 78 millions d'œufs valant 4.400.000 francs-or. Ce progrès rapide (3) a deux causes: 1° la liberté absolue

(1) L'optimum admis par la Fédération Nationale est 200 kilogrammes de beurre; pour la Campine, il est de 210 kilogrammes.

(2) L'exportation du beurre est encore toujours défendue.

(3) L'exploitation de la poule pondeuse est faite d'une part par des agriculteurs, et d'autre part par des non-agriculteurs: ouvriers, employés, rentiers, etc., etc. Le poulailler peut fournir des ressources complémentaires importantes, tout en étant un objet de distractions.

du commerce des œufs; 2° la multiplication de bonnes lignées de poules à haute productivité. Par la propagation de ces lignées, la moyenne par tête et par an a passé de plus ou moins 80 à plus ou moins 100 œufs par sujet. Il en est résulté, que la production des œufs est devenue lucrative. Il faut y ajouter que l'application de mesures sanitaires sévères a permis de créer des exploitations importantes. Le nombre de volailles qui était de 12 millions avant la guerre est estimé actuellement, par le ministère de l'Agriculture, à 20 millions de sujets. L'augmentation de la production moyenne a permis d'obtenir une surproduction de 400 millions d'œufs valant 300 millions de francs.

Cette surproduction correspond exactement aux exportations. Nous produisons actuellement au total: 2 milliards d'œufs valant environ 1.900.000.000 de francs. Le résultat, auquel on veut arriver, c'est de porter la moyenne à 150 œufs par tête et par an (1). Cela donnerait un milliard d'œufs en plus, valant 900 millions de francs. Ce n'est plus vers l'augmentation du nombre, mais vers l'augmentation de la valeur intrinsèque que les efforts sont dirigés actuellement.

Cette surproduction, jointe à l'exportation de l'excédent, a eu une influence très heureuse sur le prix du marché intérieur. Le prix moyen du marché belge fut de fr. 0.89 la pièce (2), alors que le prix moyen du marché de Londres fut de fr. 1,10, soit une différence de 21 centimes, pour la période allant du début de juin jusqu'au début d'octobre 1926. Ce n'est d'ailleurs que depuis 1926 que le prix des œufs est inférieur sur le marché belge à celui du marché mondial. Le prix moyen en Belgique dépassait celui de la minque aux œufs de Roermond. (Hollande), de 14 centimes en 1922, de 15 centimes en 1923, de 1 centime en 1924 (3), de 9 centimes en 1925. Il est inférieur de 10 centimes en 1926.

* * *

Quand on réunit toutes ces données, on arrive à la conclusion que l'agriculture et l'élevage belges pourront, en poursuivant méthodiquement le plan d'amélioration qui a été élaboré, combler le déficit de 25 p. c. de la balance des produits agricoles. Le problème, tel qu'il est posé, ralliera, j'en suis convaincu, la collaboration effective de tous ceux qu'intéresse l'avenir économique de notre patrie. La Belgique a deux industries, également importantes, l'une transformant les matières premières en produits nouveaux au moyen de machines mécaniques, l'autre employant dans ce but des machines vivantes: plantes et animaux. Le développement simultané de ces deux groupes d'industries est également important pour l'avenir économique de notre pays.

J.-L. FRATEUR,
Régent de la Banque Nationale.
Professeur à l'Université de Louvain,

L'INDUSTRIE AUTOMOBILE EN EUROPE.

Les progrès de l'industrie automobile des grands pays européens ont été réalisés grâce à la concentration des capitaux et des entreprises, à la réduction

(1) Cfr. *La Poule ponduse*. Publications du Service de l'Elevage, n° 8, 1926, qui synthétise les méthodes de propagande employées pour entraîner la masse des producteurs.

(2) Le prix moyen du marché d'Anvers était de fr. 0.86.

(3) Pour 1924, le prix moyen renseigné n'est que de 65 centimes, alors que le prix moyen de la minque d'Anvers fut de 73 centimes.

du nombre des modèles et à l'adoption des méthodes américaines de production et de vente à crédit.

Les producteurs européens ne bénéficient pas d'un marché intérieur aussi vaste que les Américains et ils doivent se préparer à travailler pour l'exportation, notamment vers les colonies européennes, protégées par des tarifs préférentiels.

En Europe, comme aux Etats-Unis, une concurrence acharnée et la perfection des méthodes ont fait que l'automobile est maintenant un des produits les moins chers. D'autre part, en Europe les machines de grand prix, non fabriquées en série, sont des merveilles de mécanique.

Voici quel a été le mouvement de la production automobile européenne (voitures et camions) de 1922 à 1925:

	1922	1923	1924	1925
Grande-Bretagne .	52.000	72.000	134.000	220.000
France	75.000	125.000	145.000	177.000
Italie	18.000	20.000	35.000	40.000
Allemagne.....	46.000	35.000	18.000	70.000
Belgique	2.600	2.500	2.500	5.000
	193.600	254.500	334.500	512.000

(Commerce Monthly, février 1927.)

La production annuelle de ces cinq pays n'atteint cependant que 12 p. c. de celle des Etats-Unis, mais leurs exportations atteignent 40 p. c. de celles de ce pays.

Les fabricants européens d'automobiles dépendent donc beaucoup plus de l'exportation que leurs collègues américains. L'Italie exporte les 3/4 de sa production annuelle, la France 1/3 et la Grande-Bretagne de 10 à 15 p. c.

En 1922, le nombre de voitures utilisées aux Etats-Unis atteignait 84 p. c. de la circulation totale. En 1925, le pourcentage était tombé à 81.

En Europe, d'autre part, le nombre de voitures en circulation est passé de 8 à 11 p. c.

L'industrie automobile britannique a maintenant atteint un haut degré de développement. Pendant la guerre, sa situation avait été précaire, puis elle avait connu une courte période de prospérité. La crise qui suivit nécessita une sévère compression du prix de revient et des progrès dans la construction des moteurs. Aussi, les exportations se sont-elles rapidement accrues et les Anglais font maintenant concurrence aux Américains en Amérique du Sud et dans les colonies.

Presque tous les industriels anglais ont sorti des modèles présentant les caractéristiques américaines et ils y ont ajouté des moteurs d'une faible puissance et à faible consommation, les taxes et l'essence étant onéreuses en Europe.

La production anglaise est sept fois plus forte qu'avant guerre. En 1913, le nombre de véhicules recensés s'élevait à 139.000; en 1926, on en comptait 960.000. En 1913, l'exportation portait sur 8.829 unités. En

1926, sur 29.000, et les estimations pour 1926 font prévoir qu'on a atteint les 30.000 unités.

Par suite du manque de concentration dans l'industrie automobile anglaise, il est impossible de déterminer le montant des capitaux investis. Cependant, on estime que cent entreprises capitalisent 10.500.000.000 le francs. Au point de vue financier, l'industrie automobile anglaise a été élevée à une rude école. En 1921, 27 sociétés importantes ont subi une perte de 11 p. c. du capital. En 1925, ces mêmes sociétés avaient regagné 10 p. c. du capital.

En 1922, le prix moyen d'une machine anglaise s'élevait à 526 livres sterling; en 1926, il était réduit à 330 livres sterling.

D'après *The Motor Trader*, cité par *The Economist* du 10 avril 1926, voici quel a été le mouvement de la production britannique de voitures automobiles :

	Nombre de voitures	Prix moyen	Valeur totale
1922	40.000	£ 500	£ 20.000.000
1923	67.000	358	24.000.000
1924	107.000	341	36.500.000
1925	133.500	312	41.566.000

90 p. c. des voitures anglaises fabriquées en 1925 n'atteignaient pas 16 HP. en puissance; plus de 50 p. c. appartenaient à la catégorie des 12 HP.

Le tableau ci-dessous donne les résultats d'un certain nombre d'entreprises automobiles :

NOM DE L'ENTREPRISE	Fin de l'année	Report à nouveau	Bénéfice net après paiement des obligations	Dividendes aux actions		Réserves	A nouveau
				de préférence	ordinaires		
		£	£	£	£	£	£
Austin Motor.....	30- 9-1923 (1)	Débit 1.805.037	205.459	—	—	—	Débit 1.599.578
	30- 9-1924	Débit 1.599.578	161.174	—	—	—	Débit 1.438.404
B. S. A. Co	31- 1-1925	131.027	179.383	24.174	109.088	—	177.148
	31- 1-1926	177.148	184.885	24.824	134.425	—	202.784
Blue Bird	30- 5-1925	—	9.826	—	8 %	a. on. em.	pref. shares
Crossley Motors	31-10-1924	Débit 266.514	15.796	—	—	—	Débit 250.718
	31-10-1925	Débit 250.718	Débit 285.851	—	—	—	Débit 536.569
Dennis Bros	30- 9-1924	19.315	122.552	—	93.148	35.000	16.719
	30- 9-1925	16.719	202.533	—	125.206	50.000	44.046
Guy Motors	30- 9-1924	Débit 272.599	11.026	—	—	—	Débit 261.373 (2)
	30- 9-1925	9.323	24.221	—	—	—	33.544
Humber Ltd.....	31- 8-1924	70.870	127.122	19.890	29.288	60.000	88.814
	31- 8-1925	86.756	128.157	19.890	51.255	88.931	54.867
Leyland Motors	30- 9-1924	Débit 993.711	93.499	—	—	—	Débit 938.211
	30- 9-1925	Débit 938.211	193.533	—	—	—	Débit 709.678
Napier (D) & Son.....	30- 9-1924	11.402	178.927	22.500	54.600	73.500	29.729
	30- 9-1925	29.729	237.542	22.500	81.930	100.000	72.871
Rolls Royce	31-10-1924	10.693	163.673	—	65.691	93.000	18.672
	31-10-1925	18.672	165.722	—	65.103	100.000	19.291
Rover Co	31- 8-1924	23.688	15.395	—	—	—	29.083
	31- 8-1925	29.083	Débit 127.544	—	—	Débit 100.000	11.539
S. T. D. Motors.....	30- 9-1924	170.373	142.979	64.043	—	100.000	149.369
	30- 9-1925	149.369	151.093	64.043	—	100.000	136.353
Standard Motors.....	31- 8-1924	67.415	144.065	—	34.420	—	177.060
	31- 8-1925	177.060	108.945	—	35.332	175.000	75.673
Unic Motors	31- 7-1924	—	38.617	16.914	—	21.673	—
	31- 7-1925	—	1.093	—	—	—	1.090
Vauxhall Motors	31-12-1924	54.136	50.067	—	—	75.000	29.203
	31-12-1925	25.942	36.083	4.509	—	23.013	34.612
Willys Overland Crossley.	31-12-1924	Débit 71.956	2.314	—	—	—	Débit 69.642
	31-12-1925	Débit 69.642	Débit 188.077	—	—	—	Débit 257.719
Woleley Motors	30- 9-1924	Débit 436.085	Débit 324.843	—	—	—	Débit 760.928
	30- 9-1925	Débit 760.928	Débit 189.055	—	—	—	Débit 949.983

Depuis cinq ans, l'industrie automobile française a réalisé de sérieux progrès. En 1925, la production atteignait 177.000 unités, soit 100.000 voitures de plus qu'en 1922, 35 p. c. de la production de 1925 ont été

exportés, soit 61.471 voitures. Pour les dix premiers mois de 1926, les exportations ont porté sur 50.833 voitures, tandis que les importations n'ont porté que sur 5.600 voitures, contre 15.600 pendant les dix premiers

(1) Période de neuf mois.

(2) Réduction du capital par transformation des actions de 1 livre sterling en actions de 10/-.

mois de 1925. Cependant, il existe en France des agences de vingt et une marques connues d'automobiles américaines, sans compter les agences de marques d'autres pays.

Les usiniers français n'ont pas hésité à adopter les méthodes américaines pour pouvoir réduire leur coût de production et des ingénieurs français ont été envoyés aux Etats-Unis pour y étudier les procédés nouveaux et y acquérir les nouvelles machines à n'importe quel prix.

Vers la fin de 1926, la production française s'est considérablement ralentie, partie par suite d'influences saisonnières, partie par suite des fluctuations du franc qui ont réduit la demande.

L'Italie est le pays qui exporte le plus fort pourcentage de sa production: 73 p. c. en 1925. De janvier à septembre 1926, plus de 26.000 autos ont été exportées, contre 22.000 pendant les neuf premiers mois de 1925 et 13.400 pendant les trois premiers trimestres de 1924. Le volume des exportations a donc doublé en trois ans. La valeur totale du commerce d'exportation des automobiles, non compris celui des pièces détachées, a dépassé 500.000.000 de liras au cours des neuf premiers mois de 1926. Les exportations italiennes se dirigent principalement vers les autres pays d'Europe, mais elles gagnent peu à peu les marchés sud-américains. Trois entreprises italiennes ont récemment réuni leurs forces pour développer la vente de leurs automobiles dans l'Inde britannique.

Entretiens, les importations se sont développées: au cours des trois premiers trimestres de 1924, les importations ont porté sur 1.129 voitures et camions; en 1926, pour la période correspondante, les importations ont atteint plus de 5.000 pièces. L'augmentation du nombre de voitures enregistrées en Italie, allant de pair avec le développement des exportations, provient donc en partie d'un progrès des importations. Depuis six ans, une entreprise italienne a complètement éclipsé ses concurrents, grâce à l'adoption des méthodes américaines.

Pour l'industrie automobile italienne, la conquête des marchés extérieurs est plus importante que jamais parce que l'on peut déjà se rendre compte que le marché intérieur ne pourra se développer comme la production. L'Italie manque encore d'un réseau de routes modernes. De même qu'aux Etats-Unis, les ventes y sont stimulées par un système de paiements différés.

La confirmation géographique du pays a contrarié le développement des chemins de fer et, dans une certaine mesure, a favorisé l'extension de services publics de transfert automobile: en 1924, ces services avaient transporté 30 millions de passagers, contre 100 millions transportés par les chemins de fer de l'Etat.

Le nationalisme italien a fortement encouragé l'utilisation d'automobiles italiennes de préférence aux voitures importées. Les récentes importations de nombreuses machines agricoles ont amené les industriels italiens à s'adresser à leur gouvernement pour repous-

ser la concurrence étrangère. Autrefois, les Italiens préféraient les tracteurs américains: un consortium formé des plus importants fabricants italiens de tracteurs a été invité à étudier la fabrication en série de deux ou trois types seulement de tracteurs spécialement construits pour répondre aux besoins de l'agriculture italienne.

La résistance de l'industrie automobile autrichienne contre la concurrence mondiale semble désespérée. Les cinq usines existantes vont atteindre le moment où elles ne pourront plus exploiter avec bénéfice, à cause des barrières douanières érigées autour de leurs anciens marchés et de l'étroitesse du marché intérieur. Les difficultés financières vont probablement transformer ces entreprises en usines d'assemblage: certaines mesures ont déjà été prises dans ce sens.

La guerre et la crise qui la suivit entravèrent le développement de l'industrie automobile allemande. Cependant, depuis deux ans, elle a fait de rapides progrès. En 1911, sa production s'élevait à 16.939 machines. En 1912, elle atteignait 46.000 machines et en 1924, après la catastrophe monétaire, elle était retombée à 18.000. En 1925, la production était remontée à 70.000 voitures. Avant 1925, l'importation d'autos était interdite en Allemagne où les méthodes de fabrication en série furent introduites. Mais bientôt, il devint évident que le marché ne pouvait plus absorber la production nationale. Au cours du second semestre 1925, la crise devint intense et les industriels se trouvèrent devant des stocks de machines non encore terminées.

En dépit de ces difficultés, l'industrie allemande s'efforce de se maintenir au niveau de la concurrence en standardisant et en rationalisant; les prix de revient étaient fortement augmentés par suite du grand nombre de modèles: en 1923, 77 fabricants exposèrent 118 modèles. Au milieu de 1926, le nombre d'usines avait été réduit à 30 avec seulement 43 types exposés. Ce chiffre est encore trop élevé pour permettre une production réellement économique.

Les 30 usines peuvent sortir annuellement 200.000 voitures et camions, soit le double de la capacité d'absorption du marché. Mais par suite de fusions, on estime que fin 1927 il ne restera que 20 fabricants dont un seul fournit le tiers de la production allemande.

Certaines des nouvelles machines allemandes sont inspirées des types américains et, à l'initiative de ce qui se passe aux Etats-Unis, 25 p. c. des autos sont vendues à crédit.

C'est en Allemagne que l'on compte le moins d'autos par rapport à la population et à la situation industrielle du pays, à l'exception de l'Italie. Cependant, les progrès sont considérables depuis trois ans:

En 1923, on comptait 100.000 voitures; en 1926, 200.000; en 1923, 52.000 camions étaient utilisés; en 1926, 90.000. Les frais d'entretien comptent pour une bonne part dans le développement lent de l'utilisation de l'automobile en Allemagne. On estime que pour une machine américaine de série, ils s'élèvent, y compris les taxes, de 2.500 à 3.000 marks annuellement.

Le marché intérieur est bien protégé par un tarif douanier élevé: aussi, 70 p. c. des voitures en circulation en Allemagne ont-elles été construites à l'intérieur du pays. Avant la guerre, l'Allemagne avait conquis une situation intéressante sur les marchés extérieurs. En 1913, l'exportation de voitures et de camions automobiles était évaluée à 84.000.000 de marks, soit six fois le montant des importations. Actuellement, la situation est renversée. En 1925, les exportations ont atteint 23.000.000 de marks et les importations 65.000.000 de marks.

La Belgique est également un des pays exportateurs d'automobiles.

Jusqu'en 1913, les exportations des véhicules automobiles belges ne cessèrent d'augmenter, à telle enseigne que certaines usines exportaient jusque 75 à 80 p. c. de leur production due à la collaboration d'environ 6.000 ouvriers.

Voici, d'ailleurs, quel fut le mouvement commercial automobile de 1901 jusqu'au moment de la ruée des troupes allemandes dans notre pays:

ANNÉES	IMPORTATIONS		EXPORTATIONS	
	Nombre	Valeur	Nombre	Valeur
1901	81	402.738	216	857.705
1902	145	561.800	205	1.197.390
1903	118	525.487	179	1.319.728
1904	160	863.089	180	1.698.703
1905	173	1.445.128	505	3.916.368
1906	182	1.245.686	552	5.686.328
1907	225	1.152.106	454	5.721.447
1908	204	1.403.187	460	6.136.635
1909	351	2.211.248	592	6.697.308
1910	411	2.479.100	811	10.673.511
1911	385	2.155.312	1.399	18.467.997
1912	1.600	10.304.356	2.921	30.475.549
1913	1.445	8.324.664	3.242	32.017.265
1914 (six mois)	729	4.388.349	1.518	13.332.035

De 1901 à 1909, la valeur moyenne des automobiles exportées. A partir de 1906, la balance est changée.

Voici quelle fut la valeur moyenne des voitures importées en Belgique est supérieure à celle des autos importées ou exportées pendant les années indiquées:

	Importations	Exportations
	(Valeur moyenne en francs.)	
1901	4.900	3.900
1905	8.300	7.700
1906	6.200	10.111
1910	6.000	13.100
1911	5.600	13.200
1912	6.400	10.400
1913	6.200	10.100

Ces quelques données montrent qu'au moment où éclata le conflit mondial, qui devait avoir les conséquences que l'on sait sur la vie économique des peuples, l'industrie automobile belge était en pleine prospérité; elle promettait d'aller constamment se développant.

Voici quel fut notre commerce extérieur d'automobiles depuis 1922:

	IMPORTATIONS		EXPORTATIONS	
	Nombre	Valeur	Nombre	Valeur
1922 :		Fr.		Fr.
Janvier-fin avril :				
Trafic belge	2.564	25.570.665	284	8.434.829
Trafic luxembourgeois	233	1.828.373	1	9.000
Mai-décembre ..				
Trafic de l'Union belgo-luxembourgeoise	10.307	81.199.289	2.084	24.926.060
1923	13.212	123.191.456	8.281	95.200.820
1924	9.445	152.204.795	14.692	195.846.908
1925	6.595	116.811.847	13.847	159.805.864

En ce qui concerne les exportations d'automobiles de Belgique, une remarque s'impose : c'est qu'une quantité considérable d'automobiles Ford, dont les pièces constitutives sont importées séparément, sont réunies dans des ateliers construits à cette fin à Anvers, où les véhicules sont montés et mis au point et, de là, envoyés à l'étranger. Ces voitures, qui constituent en réalité des réexportations, sont, dans les statistiques générales, considérées comme exportations ; la proportion en est très importante.

Rien ne montre mieux toute l'importance de l'utilisation de l'automobile que le nombre de plaques distribuées les années dernières :

Années	Nombre
1913	13.000
1920	23.600
1921	45.100
1922	60.150
1923	77.100
1924	104.960
1925	120.000

D'une façon générale, l'industrie automobile européenne a été paralysée pendant des années par l'appauvrissement des marchés qui l'a empêchée de se livrer à la production en série.

Mais ces désavantages eux-mêmes ont amené des réformes profondes ; la situation financière des fabriques d'automobiles européennes est devenue telle qu'elle a attiré l'attention des capitalistes américains eux-mêmes. Comme la production européenne d'automobiles dépasse la capacité des marchés intérieurs, les fabricants devront se tourner vers l'exportation, où ils se heurteront à la concurrence américaine.

INFORMATIONS FINANCIÈRES

LA STABILISATION DE LA COURONNE NORVÉGIENNE.

On trouvera ci-dessous un extrait du discours du gouverneur de la Norges Bank, M. Rygg, prononcé devant l'assemblée annuelle des actionnaires :

« La Norges Bank était disposée à faire tout ce qui était en son pouvoir pour régler de façon satisfaisante le taux du change. En février 1926, la banque avait déjà effectué des achats considérables de devises, lorsque la spéculation entra en jeu. Le gouvernement, selon l'avis de la banque, ne pouvait être lié à un taux quelconque si les conditions intérieures rendaient un changement nécessaire. Il fallait d'abord se garder de l'éventualité d'un change dominé par la spéculation étrangère, alors que les conditions intérieures rendaient la résistance impossible.

» L'accord signé le 11 juin entre le gouvernement et la Norges Bank reposait sur le fait qu'une hausse rapide de la Krone ébranlerait la situation du gouvernement, du monde des affaires et des municipalités et leur causerait des difficultés auxquelles il serait difficile de résister. Beaucoup entretenaient l'opinion qu'un cours de 1 livré = 24 Kr. constituait la limite extrême de la résistance du pays. Une trop forte hausse pouvait également entraîner une violente réaction, ce qui se produit souvent lorsque les changes ont de fortes oscillations.

» Avant de conclure cet accord, la Norges Bank avait réussi à élargir son entente avec les banques de dépôt pour empêcher la spéculation d'avoir libre cours.

» Les dépôts étrangers, dans certaines limites, ne furent rémunérés que d'un très faible intérêt et, au delà

d'un certain chiffre, ne furent même plus productifs d'une rémunération quelconque.

» Les mouvements des changes dépendaient donc entièrement de la situation intérieure.

» D'un côté, les devises étaient offertes par les exportateurs, armateurs et autres Norvégiens vendant à l'étranger. D'autre part, les importateurs et ceux qui avaient des paiements à faire à l'étranger en demandaient.

» Ce marché intérieur des changes a été favorable depuis novembre 1925, les offres de devises excédant la demande. La situation changea en avril et mai 1926, lorsque l'offre devint insuffisante.

» L'accord de la Banque avec le gouvernement fut donc signé à une époque favorable, attendu que les devises achetées pour réduire les effets de la spéculation, pouvaient être libérées selon les besoins du marché. En juin et juillet, la situation se renversa de nouveau. La balance commerciale était favorable, les résultats de l'exportation étaient favorables. L'élévation des frets améliorerait la situation de la marine marchande. Ces faits firent sentir leur influence jusqu'à la fin de l'été. La grève des industries du papier, qui dura six semaines, ne fut même pas ressentie par le marché des changes. Les importateurs et les personnes engagées vis-à-vis de l'étranger, recherchaient des crédits à l'étranger en vue de retarder le paiement de leurs obligations. De juin à mi-septembre, les dépôts étrangers affluèrent à nouveau en Norvège. Le marché intérieur des changes fut très aisé de juin à octobre et les réserves permirent de faire face à la situation. En fait, ces dernières augmentaient sans que l'on en voie l'emploi.

» A la fin de septembre, la Banque renforça ses restrictions concernant les dépôts étrangers et se rendit compte que les cours de la Krone devait être élevé, l'accumulation de devises étant due à des causes intérieures, les hommes d'affaires norvégiens effectuant des dépôts qu'il était impossible d'accueillir. Le 13 octobre, le taux du sterling fut ramené à 21 et le 14 octobre, à 20. Jusqu'à la mi-novembre, le marché national des changes continua à regorger de devises. Du 13 octobre au 11 décembre, les dépôts étrangers augmentaient de 80.000.000 Krone qui, naturellement, influencèrent le marché. Mais la raison principale provenait de la situation domestique. On ne peut omettre le fait que le marché des changes se développa en 1925 et en 1926, plus rapidement que l'on avait prévu, mais actuellement on doit faire face à la situation et consolider les résultats acquis. Les inconvénients dus aux oscillations des changes sont si considérables que l'on doit se hâter d'arriver à une solution définitive, attendu qu'il est impossible de prolonger l'opération de revalorisation.

» Lorsque le gold standard sera rétabli, il faudra s'assurer qu'un échec est impossible.

» En 1925, la Norges Bank a amorti 15.000.000 de Krone sur ses opérations de change et 19.600.000 Krone en 1926. »

LES EMISSIONS FRANÇAISES DU TROISIEME TRIMESTRE 1926.

D'après le *Bulletin de la Statistique générale de la France*, les émissions réalisées en juillet, août et septembre 1926 se répartissent de la manière suivante :

1. — Emissions de sociétés françaises annoncées au *Bulletin des Annonces légales*.

(Capital nominal en millions de francs.)

Pêche, forêts, agriculture, 14.4; alimentation, 37.7; mines et carrières, 33.1; pétrole, 1; gaz, 10.5; autres industries chimiques, 42.9; caoutchouc, 1.1; papier, imprimerie, 5.7; textiles, 36.5; travail des étoffes, plumes, crins, 2; cuirs et peaux, 1.8; industries du bois, 9; travail des métaux ordinaires, 85.3; travail des métaux fins, 0.2; construction, travaux publics, 22.3; énergie électrique, 127.8; terres et pierres au feu, 15.4; télégraphie et radiotélégraphie, néant; trans-

ports par terre et par air, 4.7; transports par eau, 33.5; commerce, 100.2; sociétés immobilières et banques, 69.4; assurances, 0.7; divers, 13.5, soit au total, 711.9 millions de francs.

II. — Emissions non soumises à la formalité de l'annonce.

	Juillet	Août	Septemb.
Obligations de chemins de fer	139,2	95,9	98,7
Obligations des chemins de fer de l'Etat	—	92	—
Emission du Trésor (remb. déd.)	—	— 501	—
Emissions des villes, départ. et colonie.	—	—	221,7

En ce qui concerne spécialement les sociétés françaises, il a été émis: en juillet, pour 113.5 millions d'actions et 113.7 millions d'obligations par 52 sociétés anciennes et pour 47.6 millions d'actions par 12 sociétés nouvelles; en août, pour 218.3 millions d'actions et 9.7 millions d'obligations par 67 sociétés anciennes et 36.0 millions d'actions par 24 sociétés nouvelles; en septembre, pour 143.4 millions d'actions et 15.9 millions d'obligations par 36 sociétés anciennes et 13.8 millions d'actions par 10 sociétés nouvelles.

Enfin, les actions d'apport et émissions réservées ont figuré aux annonces pour 9 millions, en juillet; 26.9 millions, en août, et 18.2 millions, en septembre, et les insertions pour cotations pour 144.1 millions, en juillet, 177.1 millions, en août, et 37.2 millions, en septembre.

LES EMISSIONS EN ESPAGNE EN 1926.

Les appels de capitaux atteignirent, l'an passé, un total minimum de 1.350.660.410 pesetas, contre 1.619.920.200 l'exercice précédent.

Durant les quatre dernières années, les émissions se résumèrent comme suit :

	1923	1924	1925	1926
		(En milliers de pesetas)		
1 ^{er} trimestre	107.473	101.302	162.591	187.917
2 ^e trimestre	653.624	458.041	921.731	673.104
3 ^e trimestre	153.040	93.300	79.344	90.255
4 ^e trimestre	480.579	489.003	456.253	399.390
Total	1.394.716	1.141.646	1.619.920	1.350.666

Au cours de 1926 a continué à se manifester une pro-pension, observée depuis 1923, à lancer des émissions exemptes d'impôts présents et futurs, aussi bien en ce qui concerne les appels de l'industrie que ceux du Trésor (telle la nouvelle dette amortissable 5 p. c., libre d'impôts).

La part du Trésor dans les émissions publiques res-sort à 46,29 p. c. du total, ainsi que l'indique le tableau ci-dessous qui donne, depuis 1922, le montant propor-tionnel des demandes émanant de l'Etat et de l'indus-trie privée:

ANNÉES	Emissions du Trésor et des corporations officielles	P. c.	Emissions industrielles	P. c.
1922 pes.	639.178.500	58.7	449.646.000	41.2
1923	1.014.450.000	72.7	380.266.500	27.2
1924	743.935.000	66.0	397.712.500	34.0
1925	663.662.000	40.9	956.258.200	60.1
1926	907.026.500	67.1	443.639.910	32.9

En ce qui concerne les valeurs industrielles, elles se répartissent de la manière suivante:

Industrie électrique pes.	219.108.500
Industrie minière	46.500.000
Produits chimiques	46.500.000
Chemins de fer et tramways	39.716.000
Industrie navale	29.950.000
Construction	15.600.000
Industrie maritime	11.500.000
Banque	10.000.000
Sucre et alcools	4.000.000
Industries diverses	20.765.410

L'an passé, les émissions du Trésor proprement dites ont atteint 625 millions de pesetas, dont 400 millions d'obligations du Trésor 5 p. c. et 225 millions de Dette 5 p. c. amortissable, toutes deux libres d'impôts.

Avec l'émission de 400 millions d'obligations du Trésor réalisée en avril passé, l'importance de la Dette flottante atteint 5.225.500.000 pesetas, contre 3.077.560.500 en mars 1926, soit une augmentation de 2.147.949.500 pesetas en trois ans. Les opérations pour compte de la Banque Hypothécaire d'Espagne se sont élevées à 90.965.000 pesetas. Légèrement inférieur à celui de 1925, qui était de 92.6 millions, le montant émis de ce chef trahit la persistance de la crise de l'industrie de la construction. De leur côté, les municipalités sont intervenues au marché pour un montant de 79 millions de pesetas, auxquels il faut ajouter 25 millions émis par la « Banco de Credito Local de Espana ». En sorte que, réunies, les émissions provenant du Trésor et des corporations officielles s'élèvent à 907 millions de pesetas, soit à 67,15 p. c. du total global.

UNE CONFERENCE DE SIR JOSIAH STAMP SUR LE CONTROLE DE LA PRODUCTION ET L'ETALON-OR.

Au cours d'une conférence à la Royal Institution, Sir Josiah Stamp a étudié les lois monétaires.

A son avis, les théories sur les prix et sur la monnaie s'étaient complètement développées avant la guerre et cette dernière n'a pu les modifier de façon sensible.

Mais la guerre et ses conséquences ont fourni des expériences uniques dans l'histoire. Les nombreux changements des conditions monétaires dans tous les pays civilisés — inflation, déflation, abandon des étalons métalliques, retour à ces derniers, modifications des pratiques bancaires — ont mis à l'épreuve la théorie et l'ont illustrée.

Des questions telles que la vitesse de circulation qui, auparavant, paraissaient purement abstraites, ont pu être mises en graphiques et ont pu être observées jusqu'à l'état isolé.

Ce sont les relations entre deux systèmes monétaires qui ont donné lieu au plus grand nombre d'observations. Bien que Ricardo ait déjà esquissé la théorie de la parité des pouvoirs d'achat de la monnaie, c'est après la guerre qu'on en a tiré les dernières conséquences. Avec le retour des différentes nations à l'étalon-or, la question ne présentera de nouveau plus qu'un intérêt académique.

Les problèmes les plus importants que soulève le retour à l'étalon-or ne sont pas ceux du maintien de l'or dans le pays et du taux de l'escompte nécessaire pour y parvenir. Ces questions ne sont guère compliquées, estime Sir Josiah Stamp, mais il se produit des difficultés lorsque la valeur des marchandises exprimée en or est inférieure aux prix exprimés en monnaie instable. Si tous les paiements en monnaie basée sur l'or pouvaient être immédiatement ajustés de façon à leur conserver le même pouvoir d'achat, tout serait parfait, mais si certains prix, de produits ou de ser-

vices importants, ne peuvent être modifiés facilement et rapidement, des troubles se produiront fatalement car la répartition des biens s'en trouvera modifiée, certains recevant trop, d'autres trop peu, au point même de ne pas pouvoir continuer leurs fonctions de production.

En Angleterre, cette adaptation ne s'est pas faite facilement et, après le rétablissement de l'étalon-or, il reste encore beaucoup de réformes à opérer avant que la situation redevienne normale. Mais une hausse de valeur de l'or, entraînant une baisse des prix, aurait des conséquences désastreuses. Le maintien de la valeur internationale de l'or par rapport aux marchandises est un problème extrêmement ardu, d'autant plus que les hommes y sont mal préparés. Un des éléments de l'équation monétaire: la production totale des marchandises, est encore mal connu. Le jour où l'on aura pu établir un index régulier et naturel de la production analogue aux statistiques du commerce extérieur et du taux de la mortalité, on aura fait un grand pas dans la voie du contrôle monétaire. La possession de tels indices de la production permettrait de supprimer les dépressions économiques, les conflits du travail et le chômage endémique.

L'EMPRUNT EN DOLLARS DU TERRITOIRE DE LA SARRE.

La Saar-Handelsbank A. G., MM. Dreyfus et Cie, de Francfort, et un consortium américain ayant à sa tête The Emmerich Banking Company, ont conclu un accord au sujet d'un emprunt de 5.000.000 de dollars.

Les banques américaines ont consenti à avancer les fonds à 6 p. c.; en tranches successives de 1.000.000 de dollars.

L'emprunt a été conclu pour vingt ans, mais les emprunteurs se réservent la faculté de le rembourser au bout de cinq ans. C'est le troisième emprunt contracté par le territoire de la Sarre. Les deux premiers s'élevaient à 3.000.000 et 4.000.000 de dollars.

L'EMPRUNT DE LA VILLE D'ANVERS.

MM. Blair et Cie (Inc.) et The Chase Securities Corporation, New-York, ont acheté et placé dans leur clientèle privée 25.000.000 de francs de bons de caisse 6 p. c. de la ville d'Anvers, échéant le 1^{er} novembre 1930.

REDUCTION DU LOYER DE L'ARGENT EN POLOGNE.

La Banque de Pologne ayant réduit le taux de l'escompte, la Banque de l'Economie Nationale et la Banque Agraire vont réduire à 11 p. c. le taux des prêts.

Les directeurs de la Caisse d'épargne postale envisagent la réduction à 9 1/2 p. c. du taux des prêts en vigueur à leur institut.

INFORMATIONS ÉCONOMIQUES GÉNÉRALES

LA SEMAINE DE CINQ JOURS AUX ETATS-UNIS.

En présence des commentaires soulevés par la décision de M. Henry Ford d'introduire la semaine de cinq jours dans ses établissements, il est intéressant de savoir dans quelle mesure la semaine de cinq jours est régulièrement observée aux Etats-Unis. Des renseignements sont fournis sur ce point par un article publié dans la *Monthly Labour Review* de décembre 1926.

L'auteur de cet article résume les résultats d'une série d'enquêtes faites par le Bureau des statistiques du travail; il les complète par d'autres informations obtenues de sources diverses. Il explique que le Bureau des statistiques du travail effectue chaque année, dans différents milieux industriels, une enquête sur les taux de rétribution et la durée du travail des salariés, en limitant ses investigations aux travaux rémunérés au temps et à ceux rémunérés à la tâche, selon les règles

simples (tel est le cas, par exemple, dans l'imprimerie, où les ouvriers sont payés selon le nombre de *cicéros* composés).

L'enquête entreprise en 1926 a couvert 66 villes et englobé 824.313 travailleurs syndiqués, parmi lesquels 764.596 avaient un horaire de travail régulier qu'il a été possible de déterminer. Elle a porté sur des ouvriers de la boulangerie et du bâtiment, des conducteurs d'automobiles et de voitures à chevaux, des ouvriers de la pierre et du granit, des ouvriers blanchisseurs, des travailleurs du vêtement, des débardeurs et des ouvriers imprimeurs (publications diverses, travaux de ville et journaux).

Parmi les 764.596 travailleurs dont l'horaire de travail a été déterminé:

35.689, c'est-à-dire 4,6 p. c., travaillaient cinq jours par semaine pendant toute l'année;

3.670, c'est-à-dire 0,5 p. c., travaillaient cinq jours par semaine pendant une partie de l'année;

1.063, c'est-à-dire 0,2 p. c., travaillaient six jours par semaine, mais sans effectuer pendant ces six jours plus de quarante heures de travail.

Ainsi, au total, 40.422 ouvriers, c'est-à-dire 5,3 p. c., travaillaient cinq jours ou quarante heures par semaine pendant la totalité ou une partie de l'année.

Vêtement. — Parmi les grandes industries, celle dans laquelle la semaine normale de cinq jours se rencontre le plus fréquemment est la confection pour hommes. Quarante-cinq pour cent des établissements et un tiers des ouvriers visés par une enquête que le Bureau des statistiques du travail a effectuée récemment dans cette industrie ne travaillaient que cinq jours par semaine. La semaine de quarante heures était cependant assez rare; la durée hebdomadaire du travail était de 44,3 heures.

En vertu de conventions récentes, la plupart des ouvriers de la fourrure (cette industrie occupe environ 14.000 personnes) travaillent sur la base de cinq jours et de quarante heures par semaine; mais une clause prévoit le travail du samedi pendant la saison active automnale.

A New-York et à Philadelphie, les ouvriers organisés de l'industrie du chapeau et de la casquette sont régis par des conventions prévoyant la semaine de cinq jours et de quarante-quatre heures. La durée du travail sera réduite à quarante heures par semaine en 1927.

La semaine de cinq jours et, dans la plupart des cas, de quarante heures est observée par les ouvriers syndiqués des branches d'industrie et professions suivantes: à Boston, manteau, chemise et robe; à New-York, vêtement imperméable, coupe et pressage de vêtements, préparation des boutonniers, manteau, chemise, robe, tailleurs pour dames et confection sur mesure.

Bâtiment. — Plus de 6 p. c. des ouvriers syndiqués de l'industrie du bâtiment visés par l'enquête de 1926 (il s'agit surtout des poseurs de lattes, peintres et plâtriers) travaillaient cinq jours par semaine. Cet horaire est assez souvent observé par les ouvriers du granit et de la pierre pendant une partie de l'année.

Imprimerie. — 5 p. c. environ des établissements d'impression de journaux englobés dans l'enquête de 1926 observaient la semaine de quarante heures, mais ces heures étaient réparties tantôt sur cinq, tantôt sur six jours. Dans l'industrie du livre et pour les travaux de ville, la semaine de cinq jours et de quarante heures ne se rencontre que dans quelques villes.

Boulangerie et blanchisserie. — La semaine de cinq jours est observée par 1,4 p. c. des boulangers et 7,8 p. c. des blanchisseurs englobés par l'enquête.

Cartonnage. — Il résulte d'une enquête effectuée par le Bureau des statistiques du travail au début de 1925 que 60 p. c. des fabriques de cartonnage et les deux tiers environ des ouvriers du carton travaillaient alors régulièrement sur la base de cinq jours par semaine.

Fonderie et construction mécanique. — Dans la fonderie et la construction mécanique, 3,8 p. c. des établissements occupant 3,5 p. c. des ouvriers de cette industrie visés par l'enquête travaillaient régulièrement cinq jours par semaine.

Fer et acier. — Dans l'industrie du fer et de l'acier, la durée du travail est dans l'ensemble assez longue pour beaucoup d'ouvriers; néanmoins, la semaine de cinq jours est appliquée à certaines catégories d'ouvriers dans plusieurs établissements. Une enquête effectuée par le Bureau des statistiques du travail en 1926 a montré que 2 p. c. des ouvriers visés travaillaient régulièrement cinq jours ou cinq nuits par semaine; la plupart étaient des ouvriers lamineurs ou puddleurs (13 p. c. des premiers et 6 p. c. des seconds étaient dans ce cas).

Autres industries. — En dehors des établissements industriels qui ont adopté la semaine de cinq jours à titre régulier, il convient de noter ceux, de plus en plus nombreux depuis quelques années, qui ont pris l'habitude d'interrompre le travail le samedi pendant les mois d'été. Cette pratique tend surtout à se répandre dans les magasins de détail et les bureaux, mais on la rencontre aussi dans d'autres branches d'activité, bien que des renseignements très complets fassent encore défaut sur ce point.

LE MOUVEMENT DES PRIX DE GROS EN ALLEMAGNE.

Les prix se sont quelque peu relevés au cours du mois de janvier, à la suite de la demande résultant des grandes mises en vente qui eurent lieu à la Noël et en fin d'année. Outre les articles qui ont fait l'objet de cette demande et ont stimulé le marché des matières premières, les produits agricoles ont aussi participé à la hausse; celle-ci fut, dans les deux cas, en connexion avec le mouvement des prix mondiaux. Tandis que l'index calculé pour cent produits marque une hausse assez prononcée, certains prix — notamment ceux des métaux et de quelques produits alimentaires — ont subi une baisse. Sur 44 changements de prix, on note 27 augmentations et 17 diminutions. L'index général s'est élevé de 0,7 p. c. depuis fin décembre.

Le tableau ci-dessous, établi sur la base de 100 en juillet 1914, donne les index des prix pour les différentes catégories de produits:

	Groupe I	Groupe II	Groupe III	Groupe IV	Groupe V	Index général pour 100 produits
	Vivres, produits de luxe et analogues	Textiles, cuir, etc.	Métaux	Divers	Produit fini industriel	
1925 :						
29 janvier	148,04	187,12	141,26	130,21	141,87	147,14
30 juillet	140,01	184,70	134,52	129,20	141,89	143,31
30 octobre	137,91	183,73	138,50	131,32	143,10	143,98
1926 :						
29 janvier	139,05	167,14	133,99	132,13	139,70	140,69
27 février	134,20	159,10	135,55	133,38	139,42	138,73
30 mars	133,14	158,97	131,63	134,38	137,69	137,50
29 avril	135,66	157,90	130,14	133,82	133,78	136,78
28 mai	140,15	151,59	131,31	129,96	131,54	136,23
29 juin	141,05	147,27	130,27	128,20	128,94	134,82
30 juillet	139,94	146,10	132,65	122,86	128,69	133,77
30 août	138,53	157,47	133,16	125,77	126,90	133,67
30 septembre	146,87	146,63	133,49	127,50	127,27	136,35
29 octobre	153,30	143,10	132,23	128,77	126,29	137,55
30 novembre	155,28	142,76	132,50	128,64	124,84	137,75
30 décembre	151,90	144,04	132,04	129,56	123,69	136,80
1927 :						
31 janvier	155,35	146,84	130,59	128,89	123,82	137,77

Le groupe I (Vivres, produits de luxe et autres) présente un aspect peu homogène. Neuf prix se sont élevés, huit se sont abaissés. Les prix du froment, du seigle et de l'avoine suivirent la hausse générale. Le maïs, contrairement au mouvement international, a subi une baisse, ainsi que la farine de froment; la farine de seigle a subi une forte hausse. Les prix du seigle se sont fortement rapprochés de ceux du froment; le même mouvement caractérise les farines. Le prix des pommes de terre a augmenté, comme toujours en janvier, lorsque la demande croît par suite de la consommation des réserves et que les producteurs et les commerçants réclament des prix plus élevés pour une marchandise dont la qualité s'est améliorée et qui a perdu de son poids en séchant. Le marché des porcs fut caractérisé par une baisse des prix, que subit également le beurre et la graisse, et la viande partiellement. Le prix du sucre suivit la baisse générale, celui du café subit à l'intérieur du pays une légère diminution. Sur l'ensemble du groupe, les augmentations dominent: l'index marque un accroissement de 2,3 p. c. sur celui de décembre.

Le groupe II (Textiles, cuir, etc.) marque une hausse de 1,9 p. c. Seul le prix de la soie grège a baissé, par suite de la dépréciation temporaire du change italien. Les neuf catégories de produits qui ont subi une hausse comprennent le coton (et les semi-

produits en coton), d'autres matières premières textiles (lin, fil d'étoffe, jute), ainsi que les peaux et les cuirs. Le caoutchouc a quelque peu augmenté. La laine a conservé la cotation de décembre, sans être influencée par la hausse qui s'est produite sur le marché international.

L'index du groupe III s'est réduit de 1,1 p. c., par suite de la baisse des métaux. Parmi les six produits considérés, l'argent est le seul qui ait subi une hausse, un rétablissement s'étant produit sur le marché mondial. Pour la nitraile, les prix du mois précédent ne purent être maintenus.

Le groupe IV (Divers) subit peu de changement (diminution de 0,5 p. c.). La hausse légère qui s'est manifestée notamment pour les engrais et le bois a été largement compensée par la baisse des huiles de pétrole synthétique.

L'index du groupe V (Produits finis de l'industrie) est demeuré invariable. Il s'est produit une hausse pour les sacs, la ficelle et les courroies de transmission, tandis qu'une baisse s'est manifestée pour les tabliers (phénomène saisonnier) et les boutons en corne artificielle.

Ces chiffres diffèrent quelque peu de l'index hebdomadaire établi par l'administration du Reich; celui-ci indique pour le 26 janvier un index inférieur à celui du 28 décembre.

Index des prix de gros, d'après la statistique de l'administration du Reich.

DATE	Produits agricoles	Produits coloniaux	Matières premières et semi-produits	Produits de l'industrie			Index général	Différence
				Matières de fabrication	Matières de consommation	Ensemble		
Juillet	128,8	135,6	128,7	130,8	157,9	146,2	133,2	+ 0,1
Août	131,9	133,7	129,3	130,1	156,3	145,0	133,3	+ 0,1
Septembre ..	134,1	132,0	130,2	130,1	154,9	144,2	135,3	+ 1,5
Octobre	139,8	129,4	128,5	129,4	154,7	143,8	137,0	+ 1,3
Novembre ..	142,8	129,3	128,3	—	—	143,5	137,1	+ 0,1
Décembre ...	143,7	128,4	128,4	129,7	151,7	142,3	137,1	—
5-1-27	141,8	128,4	128,9	129,5	151,1	141,8	136,5	— 0,4
12-1-27	139,4	129,5	129,0	129,3	150,8	141,6	135,7	— 0,6
19-1-27	140,2	129,0	129,1	129,3	150,8	141,6	136,0	+ 0,2
26-1-27	139,9	129,2	129,1	129,2	150,8	141,5	135,9	— 0,1

Le contraste existant entre les prix de gros et les prix de détail des produits alimentaires s'est maintenu. Dans le commerce de gros, l'index s'est abaissé pour la graisse, le beurre et le sucre et ne s'est élevé que pour les pommes de terre; dans l'ensemble, il marque une diminution de 1 p. c. Dans le commerce de détail, le prix du beurre a baissé, ceux de la graisse et du sucre sont demeurés invariables et celui des pommes de terre a augmenté; dans l'ensemble, l'index s'est élevé de 1 p. c.

Index des prix de gros et des prix de détail des produits alimentaires.

	Commerce	
	de gros	de détail
30 décembre 1925	149,18	150,77
30 mars 1926	139,54	142,13
30 septembre 1926	153,50	148,29
29 octobre 1926	163,66	155,21
30 novembre 1926	163,22	155,11
30 décembre 1926	158,57	156,74
31 janvier 1927	156,84	158,14

Le mouvement des prix sur le marché américain ne présente aucun caractère d'unité. Des vingt articles qui constituent les principaux produits exportés par l'Allemagne, un seul (le fer) a joui d'un prix stable, onze ont augmenté et huit ont diminué de prix. Les prix des céréales, des produits de l'élevage, du coton, de l'huile de coton et de l'argent se sont élevés, tandis que ceux des métaux ordinaires, du pétrole, de la térébenthine et du café se sont abaissés. D'après l'index établi par Fisher, la moyenne de la dernière semaine de janvier est inférieure de 0,8 p. c. à celle de la dernière semaine de décembre.

LES STOCKS DE CAOUTCHOUC DANS LE MONDE.

Une note de l'Agence Radio donne, sur la situation des stocks de caoutchouc dans le monde, des renseignements intéressants, qu'elle fait suivre d'un commentaire qui doit également être signalé.

« L'augmentation des stocks de caoutchouc à Londres, écrit-elle, se poursuit avec une régularité qui impressionne quelque peu le public boursier. Dans quelles conditions cependant cette augmentation se produit-elle ? »

Le boom du caoutchouc avait eu un double effet sur la situation du marché. Il a stimulé d'une façon anormale la production, en favorisant notamment la récolte et la vente du caoutchouc des indigènes. Il a, d'autre part, ralenti la consommation. La consommation en 1926 a été ainsi inférieure à la production, alors que la tendance contraire avait prévalu les années précédentes. Le *Statist* donne à ce sujet les chiffres suivants (en tonnes) :

	Production	Consommation
1922	380.000	390.000
1923	380.000	430.000
1924	405.000	470.000
1925	505.000	555.000
1926	610.000	546.000

Il y a, toutefois, une observation fondamentale à faire. C'est que le stock de caoutchouc qui se trouve emmagasiné à Londres ne représente que l'un des deux éléments qui constituent le tonnage total du caoutchouc stocké. A côté du stock de brut, il faut tenir compte du stock de manufacturé. Dans son ouvrage qu'il a intitulé : « L'épopée du caoutchouc », M. G. Le Fèvre fait observer que « en novembre 1925, au moment où le stock de Londres s'élevait à

5.000 tonnes, le stock de produits manufacturés était en Amérique de 70.000 tonnes. Ce stock américain a diminué actuellement de moitié et cette diminution correspond à une augmentation des stocks bruts à Londres de 30.000 tonnes ». D'une année à l'autre, le tonnage total du caoutchouc stocké se présente ainsi en quantité sensiblement égale. Seulement le stock s'est déplacé. Pourquoi ? Parce que les livraisons à terme faisant prime en ce moment, les détenteurs de caoutchouc disponible, après avoir fait le calcul du prix de revient, en ajoutant au prix d'achat l'intérêt, l'assurance et le magasinage, préfèrent garder leur caoutchouc pour le vendre à terme. En réalité, une partie du stock n'est donc pas disponible, mais vendue à terme.

Il serait alors irrationnel de dramatiser la situation actuelle et de se laisser impressionner par le seul mouvement du stock de caoutchouc brut à Londres, sans aucune considération pour le mouvement inverse qui s'est produit aux Etats-Unis dans le stock du caoutchouc manufacturé. Bientôt, d'ailleurs, il sera nécessaire, en outre, de tenir compte des conséquences qu'auront sur les approvisionnements les récentes inondations de Malaisie. D'après certaines indications, la production aurait été çà et là assez affectée.

LA REVISION DU TARIF DOUANIER FRANÇAIS.

Le projet de loi tendant à la revision de notre tarif douanier, projet élaboré par M. Bokanowski, ministre du Commerce, a été communiqué hier aux membres des commissions des douanes de la Chambre et du Sénat. On connaît aujourd'hui les caractéristiques générales du nouveau tarif. Les voici, d'après l'exposé des motifs du projet de loi :

L'effort du gouvernement a tendu à maintenir le système du double tarif de la loi de 1892, mais en l'entourant des garanties de stabilité que réclame l'économie nationale et qui sont, par ailleurs, nécessaires pour pouvoir contracter avec l'étranger.

Ces garanties, le présent projet les institue sous la forme du maintien de l'incidence des tarifs, c'est-à-dire du maintien de la proportion existant à l'origine entre le taux des droits et la valeur des produits.

La valeur des produits pouvant encore être soumise à des fluctuations dont il est impossible, pour l'instant, de prévoir l'amplitude, il fallait se prémunir à la fois contre la dévalorisation du tarif en cas d'augmentation de cette valeur et contre sa revalorisation en cas de diminution.

Pour assurer le maintien de l'incidence des tarifs, le gouvernement a eu à choisir entre diverses méthodes, dont le calcul des droits de douane en or, qui a été

écarté en raison notamment de la disparité entre les mouvements de la monnaie et le régime des prix. Le système des coefficients de péréquation a été également rejeté.

Mais l'on a adopté comme mesure du régime des prix l'indice général des prix de gros, expression la plus exacte des conditions de la production et du marché.

Comme ces rectifications ne sauraient intervenir à trop courts intervalles sans troubler les transactions commerciales, le rétablissement de l'indice des droits n'est envisagé que par périodes trimestrielles, et il n'y sera procédé que lorsque la hausse ou la baisse des prix aura atteint 20 p. c.

« De la sorte, écrit M. Bokanowski, l'incidence de nos tarifs pourra être maintenue d'une manière automatique et excluant tout arbitraire, et il en résultera, tant pour la protection nationale que pour nos contrats avec les pays étrangers, une double garantie de stabilité relative à l'adaptation continue. »

En ce qui concerne les accords commerciaux, le projet tend à assurer aux Etats contractants trois garanties essentielles : l'égalité avec leurs concurrents étrangers ; un régime stable exempt de tout arbitraire, au bénéfice duquel pourront s'établir des courants commerciaux permanents, et une tarification modérée qui n'opposera pas de barrière infranchissable au développement de ces courants.

Dans son ensemble, le nouveau tarif est un tarif spécifique où les droits sont perçus au poids, au nombre ou à la mesure ; les droits « ad valorem » sont pourtant admis pour certaines catégories de produits comme les produits chimiques qui, sous une même appellation, peuvent, suivant les cas, avoir des valeurs très différentes.

La nouvelle loi douanière apporte, d'autre part, de notables modifications au régime douanier franco-colonial, tel qu'il avait été établi par la loi du 11 janvier 1892 ; le nouveau projet est dominé par la préoccupation de réaliser sans plus tarder une œuvre de rapprochement économique entre la France et ses possessions d'outre-mer.

L'ITALIE ET LE CARTEL DE L'ACIER.

L'industriel allemand bien connu, M. Thyssen, s'est rendu à Rome pour y discuter avec M. Mussolini et certains industriels italiens au sujet de l'entrée de l'Italie dans le cartel de l'acier.

Il semble que l'initiative de cette conférence émane des milieux industriels italiens et qu'un résultat final ne sera pas atteint avant quelque temps.

DECLARATIONS DE FAILLITE ET HOMOLOGATIONS DE CONCORDAT PREVENTIF A LA FAILLITE PUBLIEES AU « MONITEUR DU COMMERCE BELGE ».

Date de publication	Nombre de	
	faillites	concordats homologués
25 février 1927	11	2
Depuis le 1 ^{er} janvier 1927	84	18

TAUX DE L'ESCOMPTE DES PRINCIPALES BANQUES D'EMISSION.

	Depuis le	P. c.
Allemagne	12 janvier 1927	5
Autriche	4 février 1927	6
Belgique	10 février 1927	6
Danemark	24 juin 1926	5
Dantzig	29 juillet 1926	5,50
Espagne	23 mars 1923	5
Estonie	1 ^{er} octobre 1926	8
Etat-Unis (Federal Res. Bank of New-York)...	12 août 1926	4
Finlande	29 octobre 1925	7,50
France	3 février 1927	5,50
Grande-Bretagne	3 décembre 1925	5
Grèce	7 juillet 1926	11
Hollande	3 octobre 1925	3,50
Hongrie	26 août 1926	6
Indes	10 février 1927	7
Italie	18 juin 1925	7
Japon	4 octobre 1926	6,57
Lettonie	1 ^{er} janvier 1927	7
Lithuanie	8 février 1925	7
Norvège	27 octobre 1926	4,50
Pologne	11 février 1927	9
Portugal	26 juillet 1926	8
Roumanie	4 septembre 1920	6
Russie	1 ^{er} janvier 1924	10
Suède	8 octobre 1925	4,50
Suisse	22 octobre 1925	3,50
Tchécoslovaquie	27 octobre 1926	5,50
Yougoslavie	23 juin 1922	7

BOURSE DE BRUXELLES.

Marché du change.

La légère détente du taux de l'escompte privé et celle, plus accentuée, du loyer de l'argent « on call » ont provoqué un reflux partiel des capitaux étrangers auxquels certains établissements avaient fait appel il y a huit jours. La cote du dollar traduit journallement le degré d'importance de ce va-et-vient constant de fonds entre notre place et l'extérieur. C'est ainsi que cette devise, après s'être repliée jusqu'à 7,1912, s'est inscrite cette semaine à 7,1926 1/2. Quoi qu'il en soit, le marché fait aisément face par ses propres moyens aux besoins commerciaux. Ceux-ci sont, en général, couverts au marché officiel vers lequel la clientèle est revenue peu de temps après le retour des cours à la stabilité. L'arbitrage en titres s'est clôturé à différentes reprises ces temps-ci par un excédent d'importations de valeurs internationales; mais cette sortie de change a été en grande partie neutralisée par les acquisitions de l'étranger en Belgique.

Le sterling s'est avancé jusqu'à belgas 34,91. Cette hausse est en corrélation avec celle enregistrée à New-York, où le cours de \$ 4,8530 a été atteint ces jours-ci

après une longue stagnation entre 485 et 485 1/8. On sait qu'une partie de l'or vendu la semaine dernière sur le marché de Londres est entré à la Banque d'Angleterre. D'autre part, ce marché semble maintenant envisager avec plus de sérénité le développement des événements en Chine.

La lire italienne, après avoir oscillé pendant plusieurs jours entre 110,50 et 110 7/8, est brusquement passée hier à 109,50. La peseta est également en progrès à 28,50 contre 28,90 il y a huit jours. Le peso argentin, après une lente mais régulière ascension vers le pair, qui dura plusieurs jours, vient de dépasser légèrement celui-ci.

A Paris, le sterling s'est maintenu autour de 124,10 sans montrer une tendance bien définie.

Sur notre marché, les cours du sterling et du dollar livrables à terme sont légèrement dépréciés par rapport à ceux du comptant; le change français à trois mois subit une perte d'environ 1,80 p. c. francs français, soit une aggravation de 20 centimes environ sur le déport précédent.

MARCHE DES TITRES.

Comptant.

La comparaison des cours au marché du comptant, à huit jours d'intervalle, fait ressortir, pour l'ensemble des titres, des plus-values dont l'importance, généralement modérée, laisse l'impression qu'elles sont dues à un bon courant d'achats, qui ne sont pas exclusivement d'ordre spéculatif.

Les rentes pourtant n'ont pas suivi le mouvement dans toute la proportion que l'on aurait pu attendre de la tendance qui s'est manifestée. C'est ainsi qu'à côté du 3 p. c., 2^e série, qui gagne un demi-point à 50, de Kilo-Moto qui reprend à 622 contre 590, nous relevons l'Intérieur à primes (titres unitaires) à 387 1/2 contre 395 1/2, ce pendant que les coupures de 25.000 francs du même emprunt font 390 contre 401 1/2.

Les actions privilégiées Chemins de fer belges cotent, en attendant mieux sans nul doute, 525 contre 522 1/2.

Les écarts, aux banques, sont de faible grandeur.

Aux entreprises immobilières, qui sont toujours très recherchées, nous voyons l'Agricole et Hypothécaire Argentine jouissance coter 3900 contre 3495, la capital Crédit Foncier d'Extrême-Orient, 1995 contre 1825, la fondateur idem, 14400 contre 13025, la privilégiée Crédit Foncier Sud-Américain, 1925 contre 1560 et l'ordinaire Hypothécaire d'Egypte, 1250 contre 1100.

Aux chemins de fer et canaux, relevons l'ordinaire Compagnie Belge de Chemins de fer et Entreprises à 2625 contre 2300, la dividende même société à 2275 contre 2000, la Compagnie Belge Maritime du Congo à 1475 contre 1000, la fondateur Chemins de fer Réunis à 9975 contre 9600.

Aux tramways et trusts, la fermeté est générale. Pointons: la dividende Bruxellois qui passe de 3130 à 3410, la capital Buenos-Ayres de 645 à 677.50, la Est-Ouest de Liège de 1625 à 1725, la Bangkok de 2125 à 2525, la privilégiée Electricité et Traction de 2700 à 3200, la fondateur Société Générale Belge d'Entreprises Electriques de 6475 à 6775, la capital Sofina de 28200 à 30900, les Vicinaux Belges de 377.50 à 425.

Même situation aux entreprises de gaz et électricité: Eclairage et Chauffage par le Gaz cote 4970 contre 4860, la dividende Exploitations Electriques, 1600 contre 1450, Intercommunale d'Electricité fondateur, 2840 contre 2730.

Les métallurgiques sont en reprise, et nous voyons Athus faire 2000 contre 1850, Baume-et-Marpent, 3350 contre 3210, Espérance-Longdoz, 3430 contre 3260, Providence, 5375 contre 5250, privilégiée Sambre-et-Moselle, 3525 contre 3360, ordinaire Sambre-et-Moselle, 3400 contre 3200.

Aux charbonnages, les plus-values sont compensées par des baisses d'égale importance. Citons: Bonnier à 3410 contre 3225, Courcelles-Nord à 1000 contre 930, Laura et Vereeniging capital à 1925 contre 1750, Masses-Diarbois à 3060 contre 3290, Nord de Gilly à 8375 contre 8600, Ressaix à 5125 contre 5400.

La fermeté domine aux zincs, plombs et mines: Asturienne cote 1795 contre 1675, ordinaire Prayon, 3870 contre 3650, jouissance Prayon, 3550 contre 3400; Vieille-Montagne, 4825 contre 4700.

Aux glaceries et verreries, pointons: Bohême à 3460 contre 3645 et Libbey-Owens à 3550 contre 3030.

Les textiles participent franchement à la hausse: la capital Lecluse Frères cote 800 venant de 645, la Linière Gantoise fait 8525 contre 8000, la Linière Saint-Sauveur ordinaire passe à 1910 contre 1750, Morel et Verbeke à 2700 contre 2525 et Tubize à 622.50 contre 570.

Les coloniales et les caoutchoutières marchent à l'unisson des rubriques favorisées; on en jugera par les quelques chiffres ci-après: la fondateur Auxiliaire des Grands Lacs cote 8225 contre 7725, capital Braseries du Katanga, 2500 contre 2200, Coloniale Anversoise part sociale, 1605 contre 1285, Cotonnière Congolais, 6500 contre 6050, Géomines, 5000 contre 4710, Huileries de Sumatra fondateur, 1950 contre 1765, capital Johore 250 contre 220, Selangor capital, 1875 contre 1815, Telok-Dalam, 3805 contre 3630.

Aux industries diverses, notons la capital Couperie Belge-Américaine à 3740 contre 3560, la fondateur même société à 4325 contre 4075, Floridienne, 580 contre 522.50, Innovation fondateur à 2400 contre 2025, Papeteries De Ruyscher à 597.50 contre 550, et aux étrangères: Canadian Pacific à 7300 contre 7050, ordinaire Barcelona Traction à 1575 contre 1497.50, fondateur Economiques du Nord à 9625 contre 8825, capital Bantamsche Plantage Maatschappij à 2900 contre 2760, Exploitations aux Indes Orientales à 22000 contre 20750, fondateur Huileries Delhi à 9300 contre 8650, Differdange-Saint-Ingbert-Rumelange à 3700 contre 3400.

Terme.

Au marché du terme, même allure qu'au marché du comptant, c'est-à-dire, plus-value générale avec des écarts sagement mesurés. Barcelona gagne 80 points à 1570, Brazilian Traction, 100 points à 4640, capital Buenos-Ayres, 45 points à 683, capital Tramways de Constantinople, 80 points à 1140, Kaiping, 15 points à 360, Rand Mines, 32.50 à 695, privilégiée Sidro, 35 à 2315, ordinaire même société, 55 à 2435, Tanganyika, 20 à 491 et Tubize, 53 3/4 à 640.

Le 10 mars 1927.

STATISTIQUES

MARCHÉ DE L'ARGENT A BRUXELLES.

I. — Taux officiels et taux « hors banque » (escompte et prêts).

DATES 1927	Taux officiels (B. N. de B.)			Taux « hors banque »		Taux « on call »	
	escompte d'acceptat. et de traites domiciliées	escompte de traites non domic. et de promesses	prêts et avances sur fonds publics nationaux	papier commercial	papier financier	en compensation	marché
3 mars.....	6,—	6,50	7,50	4,25	4,375	2,75	3,25
4 mars.....	6,—	6,50	7,50	4,25	4,375	3,—	3,—
5 mars.....	6,—	6,50	7,50	4,25	4,375	3,125	—
7 mars.....	6,—	6,50	7,50	4,25	4,375	3,—	3,—
8 mars.....	6,—	6,50	7,50	4,25	4,375	3,—	3,—
9 mars.....	6,—	6,50	7,50	4,25	4,375	3,—	3,—

II. — Taux des dépôts en banque.

BANQUES	Compte à vue	Compte de quinzaine	Compte à préavis de 15 jours	Compte de dépôt à :						
				1 mois	3 mois	6 mois	12 mois	2 ans	3 ans	5 ans
Société Générale.....	2,—	4,30	—	4,75	5,—	—	—	—	—	—
Banque de Bruxelles ..	2,—	4,30	4,25	4,75	5,—	5,—	—	—	—	—
Caisse de Reports	2,—	4,62	—	4,75	4,75	5,—	5,50	5,50	—	—
Soc. Nat. Cr. Industrie.	—	—	—	—	5,—	5,50	5,75	6,—	6,—	6,—
Caisse d'Epargne	4 (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—

(1) 4 p. c. jusque 20.000 francs, 3 p. c. pour le surplus.

III. — Marché des changes à terme.

DATES 1927	Report (R) ou déport (D) exprimés en belgas							
	Pour 1 £		Pour 100 fr. fr.		Pour 1 \$		Pour 100 florins	
	pour 3 mois	pour 1 mois	pour 3 mois	pour 1 mois	pour 3 mois	pour 1 mois	pour 3 mois	pour 1 mois
3 mars.....	D 0,002	D 0,0015	D 0,345	D 0,1075	D 0,00025	D 0,0005	D 0,05	D 0,05
4 —.....	D 0,002	D 0,001	D 0,34	D 0,11	R 0,00025	pair	pair	pair
5 —.....	D 0,005	D 0,003	D 0,355	D 0,115	—	pair	pair	pair
7 —.....	D 0,009	D 0,004	D 0,365	D 0,12	D 0,001	D 0,001	D 0,1	D 0,1
8 —.....	D 0,008	D 0,0035	D 0,3575	D 0,12	D 0,0005	D 0,00025	D 0,05	D 0,025
9 —.....	D 0,01	D 0,004	D 0,34	D 0,115	D 0,0005	D 0,0005	D 0,05	D 0,05

IV. — Rendement, d'après les cours de la Bourse, de quelques fonds nationaux consolidés.

DATES 1927	Rente belge 3 %, 2 ^e série (impôt 2 %)		Restauration nationale 1919, 5 % (net d'impôt)		Consolidé 1921, 6 % (impôt 2 %)	
	Cours (1)	Taux effectif correspondant	Cours (1)	Taux effectif correspondant	Cours (1)	Taux effectif correspondant
2 mars.....	57,50	5,11 %	78,—	6,41 %	—	—
3 mars.....	—	—	—	—	88,25	6,66 %
4 mars.....	58,—	5,07 %	78,50	6,37 %	88,25	6,66 %
7 mars.....	—	—	—	—	88,75	6,63 %
8 mars.....	58,—	5,07 %	78,75	6,35 %	—	—

(1) Intérêts non compris dans le cours.

Banque Nationale de Belgique

Principaux postes des situations hebdomadaires (En milliers de francs)

ACTIF	1913	1926	1927	
	30 décembre	4 mars	24 février	3 mars
Encaisse :				
Or	249.026	273.863	3.122.276	3.132.767
Traites et disponibilités « or » sur l'étranger	170.328	30.223	2.126.338	2.185.161
Argent, billon et divers.	57.351	91.440	—	—
Portefeuille effets s/ la Belgique et s/ l'étranger	603.742	903.815	2.405.637	2.459.689
Avances sur fonds publics	57.901	583.956	135.463	137.580
Prêts s/ Bons des Provinces belges.	—	480.000	—	—
Avances à l'État pour le retrait des marks	—	5.200.000	—	—
Bons du Trésor belge (solde de l'avance à l'État) amortissable suivant arrêté du 25-10-26	—	—	2.000.000	2.000.000
PASSIF				
Billets en circulation	1.049.762	7.507.404	9.115.320	9.245.734
Comptes Courants particuliers	88.333	85.760	615.339	625.497
Compte Courant du Trésor	14.541	13.634	116.645	100.505
TOTAL des engagements à vue	1.152.636	7.606.798	9.847.304	9.971.736
Quotité % de l'encaisse par rapport aux engagements à vue	41,36 %	5,20 %	53,30 %	53,33 %
Taux d'escompte des traites acceptées	5,— %	7,— %	6,— %	6,— %
Taux des prêts s/ fonds publics	5,— %	7,50 %	7,50 %	7,50 %

Cours des changes à Bruxelles.

DATES 1927	LONDRES £ = 35 belgas	PARIS 100 fr. = 138,77 b.	NEW-YORK cable. \$ = 7,19183 b.	AMSTERDAM 100 fl. = 289,086 b.	GENÈVE 100 fr. = 138,77 b.	MADRID 100 P. = 138,77 b.	ITALIE 100 lires = 138,77 b.	STOCKHOLM 100 cr. = 192,736 b.	OSLÖ 100 cr. = 192,736 b.	COPENHAGUE 100 cr. = 192,736 b.	PRAGUE 100 cr. = 145,7275 b.	MONTREAL \$ = 7,19183 b.	BERLIN 100 M. = 171,321 b.	VIENNE 100 sch. = 101,20 b.	VARSOVIE 100 zl = 138,77 b.	BUDAPEST 100 pengö = 125,79 belgas
3-3	34,895	23,1375	7,1921	287,9125	138,325	120,725	31,50	192,10	139,25	191,55	21,315	7,177	170,4625	101,30	60,425	125,05
4-3	34,9075	28,125	7,19235	287,925	138,34	120,80	31,6875	192,225	156,60	191,675	21,315	7,1775	170,45	101,40	80,30	125,80
7-3	34,905	28,1275	7,19215	287,825	138,325	122,10	31,6375	192,175	187	191,60	21,3175	7,1765	170,45	101,30	80,40	125,55
8-3	34,91	28,145	7,19245	287,75	138,37	122,475	31,675	192,2125	187	191,55	21,325	7,177	170,5125	101,30	80,30	125,55
9-3	34,90375	28,1375	7,19265	287,7875	138,43	122,625	31,90	192,225	186,75	191,55	21,3175	7,177	170,5625	101,325	80,30	125,55

Banque d'Angleterre

(En milliers de £)

	1913	1926	1927	
	27 décembre	4 mars	24 février	3 mars
ACTIF				
Encaisse métallique (Issue Department et Banking D ^e)	33.098	145.551	150.148	150.115
Placements du « Banking Depart. » (Effets, prêts s/ titres et fonds publics)	47.129	114.289	101.216	105.180
dont } valeurs garanties par l'Etat	11.199	38.015	29.965	32.268
} autres valeurs	35.930	76.274	71.251	72.912
PASSIF				
Billets en circulation	29.361	141.720	136.604	137.589
Comptes Courants :				
du Trésor (Trésor, Caisse d'Épargne et Caisse d'amortissements)	9.421	13.546	17.834	9.643
de Particuliers	42.091	106.041	98.482	109.535
Quotité % de l'encaisse (or, argent et billets en réserve) par rapport au solde des Comptes Courants du « Banking Department » (Proportion of reserve to liabilities)	43,1 %	19,7 %	28,6 %	27, %
Taux d'escompte officiel	5,— %	5,— %	5,— %	5,— %

Banque de France

(En milliers de francs)

	1913	1926	1927	
	26 décembre	4 mars	24 février	3 mars
ACTIF				
Encaisse métallique	4.157.455	5.877.066	5.889.745	5.889.816
Or, argent et devises achetés (loi du 7 août 1926)	—	—	1.826.869	1.852.690
Disponibilités et avoir à l'étranger	—	571.232	86.499(*)	86.891(*)
Portefeuille	1.526.383	4.255.334	3.229.662	3.678.447
Avances s/ titres, monnaies et lingots	772.403	2.452.810	1.966.848	1.945.335
Avances à l'Etat	205.398	35.900.000	29.800.000	29.900.000
Bons du Trésor français escomptés pour avances de l'Etat à des Gouvernements étrangers	—	5.274.000	5.624.000	5.645.000
Comptes courants postaux	—	—	427.706	424.496
PASSIF				
Billets en circulation	5.713.551	52.065.413	51.696.646	52.462.400
Comptes Courants du Trésor et des Particuliers	978.684	2.845.592	4.845.424	3.375.212
Quotité % de l'encaisse métallique par rapport aux engagements à vue	62,12 %	10,70 %	10,42 %	10,55 %
Taux d'escompte officiel	4,— %	6,— %	5,50 %	5,50 %

(*) La créance sur la Banque de l'Etat russe qui figurait à l'actif et au passif pour un montant de fr. 499.087.368,50 n'y figure plus de part et d'autre que pour mémoire.

Reichsbank

(En milliers de Reichsmarks)

	1913	1926	1927	
	31 décembre	27 février	23 février	28 février
ACTIF				
Encaisse métallique	1.446.803	1.470.939	1.976.752	1.966.344
Devises étrangères admises dans la couverture des billets	—	460.796	182.715	203.933
Billets d'autres banques	12.765	10.187	18.570	8.923
Portefeuille effets	1.490.749	1.345.953	1.247.967	1.643.795
Avances s/ nantissement	94.473	25.066	12.936	154.763
PASSIF				
Billets en circulation	2.593.445	2.922.325	2.926.397	3.465.227
Divers engagements à vue	793.120	585.876	633.469	539.358
Quotité % de l'encaisse métallique par rapport au total des engagements à vue	42,72 %	43,16 %	55,22 %	49,10 %
Taux d'escompte officiel	5,— %	8,— %	5,— %	5,— %

Nederlandsche Bank

(En milliers de florins P. B.)

	1913	1926	1927	
	27 décembre	1 mars	21 février	28 février
ACTIF				
Encaisse métallique	160.506	456.791	442.549	442.125
Portefeuille effets :				
» s/ la Hollande	67.504	91.354	93.501	101.677
» s/ l'Etranger	14.300	191.060	136.706	141.111
Avances s/ nantissement	86.026	140.401	128.311	141.090
Compte du Trésor (débit)	9.235	14.504		
PASSIF				
Billets en circulation	312.695	850.790	783.460	814.156
Comptes courants :				
de particuliers	4.333	42.895	20.408	21.224
du Trésor (créditeur)	—	—	19.214	10.005
Assignations de banque	1.522	526	460	516
Quotité % de l'encaisse métallique par rapport aux engagements à vue	50,39 %	51,08 %	53,63 %	52,27 %
Taux d'escompte officiel	5,— %	3,1/2 %	3,1/2 %	3,1/2 %

Cours des changes à Bruxelles.

		1919	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926 (3)
Paris.....	+ haut	106,375	104,—	104,90	110,05	130,—	127,512	109,10	144,50
	+ bas	92,375	92,375	95,062	104,—	108,—	105,95	79,50	78,525
	Moyen	101,99	95,465	100,05	106,775	116,705	113,03	100,029	101,927
Londres.....	+ haut	42,25	63,75	60,55	79,60	104,60	131,50	112,25	217,—
	+ bas	26,25	41,25	45,55	50,325	69,30	77,575	91,80	106,965
	Moyen	32,24	50,30	51,91	58,40	88,499	96,114	101,783	155,2065
Amsterdam.....	+ haut	425,—	600,—	539,75	691,—	898,—	1160,—	930,125	1,820
	+ bas	232,50	387,25	408,50	435,75	592,—	649,25	770,625	881,25
	Moyen	286,40	471,64	454,25	508,18	757,571	831,861	846,553	1.281,544
Berlin.....	+ haut	37,125	36,—	24,9375	7,575	—	—	554,25	1,130
	+ bas	19,50	12,75	5,10	0,18	—	—	454,—	523,625
	Moyen	(1) 27,252	23,538	16,166	2,8864	—	—	501,245	760,737
Genève.....	+ haut	231,—	286,50	291,—	321,—	416,—	541,25	447,50	918,—
	+ bas	115,—	192,75	205,50	223,50	284,—	310,—	369,25	423,3125
	Moyen	138,53	231,58	234,23	251,12	349,727	396,333	407,472	617,822
Rome.....	+ haut	89,25	86,50	66,—	77,75	97,75	129,25	95,75	165,75
	+ bas	70,50	54,—	47,75	54,75	77,—	79,—	74,625	88,0875
	Moyen	(2) 83,27	67,16	57,645	62,306	88,715	95,021	83,7596	123,792
New-York.....	+ haut	11,—	16,45	16,2875	17,84	22,825	31,60	23,14	45,075
	+ bas	5,65	10,825	11,30	11,485	14,975	17,475	19,11	21,976
	Moyen	7,3647	13,771	13,443	13,17	19,3697	21,7884	21,0668	31,9468

(1) Des quatre derniers mois de l'année.

(2) Des six derniers mois de l'année.

(3) Les cours, depuis la stabilisation, étant convertis en francs.

Prix moyens des grains et autres denrées agricoles vendues sur les marchés régulateurs de Belgique.

(« Moniteur belge ».)

En francs par 100 kilogrammes.

	Prix moyen par 100 kilos							Par kilo		Par 26
	Froment	Seigle	Avoine	Orge	Pommes de terre	Lin brut	Chanvre brut	Beurre	Laine	Œufs
1913.....	19,80	16,76	19,59	19,42	6,45	125,—	—	3,08	—	—
1923.....	85,66	67,82	78,38	70,37	30,95	88,59	368,75	14,82	17,90	15,07
1924.....	105,60	91,75	92,81	100,16	57,11	89,16	447,50	17,47	14,08	17,01
1925.....	116,95	102,15	100,22	108,87	54,77	123,37	490,10	18,18	25,95	18,24
Janvier 1926.....	114,87	88,01	93,81	98,30	44,73	99,38	481,25	19,25	27,—	19,70
Février 1926.....	113,80	85,05	92,69	95,34	45,52	97,50	456,25	20,23	27,—	15,98
Mars 1926.....	112,84	85,08	92,33	93,49	45,66	106,88	462,50	20,—	27,—	13,07
Avril 1926.....	135,51	98,37	105,01	103,88	44,57	110,—	580,—	17,64	28,20	14,18
Mai 1926.....	175,63	121,24	123,01	123,51	53,19	121,88	800,—	16,29	33,—	15,12
Juin 1926.....	195,56	130,50	133,85	129,16	78,59	139,88	875,—	16,18	36,—	15,68
Juillet 1926.....	242,04	155,68	157,39	152,35	79,14	144,50	895,—	18,68	36,—	20,25
Août 1926.....	196,80	141,45	141,66	135,19	61,52	138,13	775,—	19,31	36,—	21,04
Septembre 1926.....	187,—	154,85	132,70	138,27	58,52	137,—	720,—	23,10	42,20	26,68
Octobre 1926.....	202,91	171,85	139,17	148,27	63,50	134,38	656,25	24,55	45,50	32,29
Novembre 1926.....	210,99	174,82	144,90	156,61	72,30	145,—	618,75	25,97	46,—	37,48
Décembre 1926.....	204,66	174,63	144,41	156,34	76,37	144,—	570,—	28,02	46,—	33,95
Prix moyen de l'année 1926.....	174,38	131,79	125,25	127,56	60,30	126,50	657,50	20,77	35,83	22,37
Janvier 1927.....	202,57	175,43	149,51	161,97	83,36	151,63	623,75	29,50	46,—	28,92

Cours des changes à Bruxelles (moyennes mensuelles).

	Paris		Londres		Amsterdam		Berlin		Genève		Rome		New-York	
	1925	1926	1925	1926	1925	1926	1925	1926	1925	1926	1925	1926	1925	1926
Janvier	106.613	83.144	94.544	106.978	799.125	885.24	465.24	524.28	382.507	425.52	82.334	88.93	19.766	22.0117
Février	104.26	80.882	93.951	106.989	791.395	881.816	468.76	523.887	379.443	423.819	81.065	88.554	19.666	21.9857
Mars	102.245	85.018	94.326	115.54	788.284	955.05	469.878	566.55	380.497	458.628	80.419	95.502	19.736	23.7920
Avril	102.734	92.85	94.9275	132.727	791.069	1096.37	471.306	650.70	383.025	527.774	81.236	109.825	19.7885	27.3186
Mai	102.8714	101.326	96.697	157.128	800.791	1300.625	474.289	770.60	385.703	626.77	81.047	125.292	19.9195	32.343
Juin	101.415	99.556	103.358	165.094	853.792	1361.61	506.286	806.579	412.995	656.526	81.309	124.214	21.2655	33.912
Juillet	101.7107	102.412	105.367	199.894	868.997	1655.175	515.777	982.944	420.866	800.525	79.106	138.759	21.6739	41.164
Août	103.734	102.416	107.53	176.631	890.6625	1456.84	526.597	864.25	429.429	702.211	80.993	119.839	22.127	36.3204
Septembre	106.894	104.801	109.977	178.261	912.491	1472.04	540.506	874.21	438.173	709.821	92.31	134.571	22.6813	36.7205
Octobre	98.004	105.458	106.84	174.532	887.458	1439.003	525.515	856.042	425.695	694.455	87.9256	148.736	22.065	35.9574
Novembre	87.336	24.74 ¹	106.911	34.86 ¹	887.809	287.416 ¹	525.465	170.696 ¹	425.431	138.63 ¹	88.371	30.319 ¹	22.059	7.1822 ¹
Décembre	82.5273	28.312	106.965	34.881	886.767	287.5364	525.328	171.0654	425.897	138.933	88.999	31.936	22.0534	7.1849
Janvier 1927		28.477		34.90		287.569		170.565		138.613		31.206		7.1916
Février		28.222		34.884		287.717		170.428		138.344		31.099		7.1919

(1) Cotation en belgas.

RENDEMENT DES IMPOTS EN BELGIQUE.

Relevé au 31 janvier 1927.

a) Moyennes mensuelles des recettes fiscales et quotités p. c. par rapport à la moyenne de l'année 1913.

	En francs papier	En francs-or sur la base du cours moyen du dollar	P. c. par rapport à 1913	
			En francs pap.	En francs-or
Année 1900.....	—	19.560	—	—
— 1910.....	—	24.570	—	—
— 1913.....	—	28.760	—	—
Année 1921.....	122.194	47.109	425	164
— 1922.....	163.648	64.398	569	224
— 1923.....	227.214	60.793	790	211
— 1924.....	301.294	71.661	848	249
— 1925.....	323.904	79.690	1.126	277
— 1926.....	511.500	82.983	1.779	289
— 1927.....	640.351			

b) Recettes fiscales (non compris les additionnels provinciaux et communaux).

NATURE DES IMPÔTS	Recettes du mois de janvier			Recettes des premiers mois		
	1926	1927	Diff. + ou —	1926	1927	Différences
Contributions direct.	214.749	241.381	+ 26.632			
Douanes et accises .	97.431	134.853	+ 37.422			
Enregistrement	110.915	262.107	+ 151.192			
Rec. exceptionnelles.	2.548	2.010	— 538			
Ensemble	425.643	640.351	+ 214.708	425.643	640.351	+ 214.708
Moyenne par mois .						

MOUVEMENT DES CHEQUES POSTAUX EN BELGIQUE.

PÉRIODES	Inscriptions au débit et au crédit		Régé sans emploi de signes monétaires		Nombre de comptes à la fin de chaque période
	Nombre	Montant en millions. de francs	Montant en millions de francs	P. c.	
1913	580.330	1.232	—	—	4.512
1919	3.186.160	7.938	—	—	16.463
1920	9.460.934	34.229	—	—	35.610
1921	15.918.409	55.733	43.914	78,8	65.511
1922	21.904.862	72.382	59.202	81,8	93.726
1923	26.366.853	98.950	83.141	84,0	116.028
1924	30.909.607	118.697	100.163	84,1	137.210
1925	36.019.707	128.265	108.087	84,2	157.081
1926 (An	40.287.120	175.617	149.770	85,2	178.188
(Moyennes mensuelles ...	3.357.250	14.635	12.480	—	—
1927 Janvier	3.730.231	18.350	15.694	85,5	181.030
Février	3.314.456	18.137	15.664	86,3	183.976

MINES DE HOUILLE	NOMBRE MOYEN D'OUVRIERS				PRODUCTION EN TONNES PAR BASSIN						
	ANNÉES	à veine	autres ouvriers du fond	d. la surface	fond et surface	Mons	Centre	Charleroi	Namur	Liège	Campine
1923.....	22.222	87.417	50.364	160.003	4.706.390	3.731.590	7.575.090	682.360	5.419.260	807.650	22.922.340
1924.....	23.557	95.424	53.304	172.285	4.209.760	3.994.760	7.908.260	616.300	5.526.280	1.106.550	23.361.910
1925.....	22.032	88.401	51.435	161.868	4.930.940	3.832.720	7.528.040	476.590	5.199.610	1.135.260	23.133.160
Janvier 1926.....	21.907	89.396	50.521	161.824	405.420	340.020	646.190	42.680	414.640	127.370	1.976.320
Février 1926.....	21.743	88.382	50.237	160.362	379.850	316.310	614.550	40.670	422.080	121.010	1.894.470
Mars 1926.....	21.428	86.713	49.308	157.449	453.530	363.800	664.740	41.940	468.210	140.670	2.132.890
Avril 1926.....	21.115	84.908	48.759	154.782	431.280	335.390	616.190	32.140	435.740	133.260	1.984.000
Mai 1926.....	20.958	84.476	49.490	154.924	395.760	310.840	577.600	26.830	405.350	130.060	1.846.440
Juin 1926.....	20.813	84.452	49.554	154.819	468.570	342.760	613.490	32.150	460.850	152.750	2.100.570
Juillet 1926.....	20.840	85.058	49.610	155.508	476.810	341.410	644.780	34.640	481.670	153.030	2.132.340
Août 1926.....	20.958	86.501	49.446	156.905	469.140	340.890	655.940	35.290	460.300	155.980	2.117.540
Septembre 1926.....	21.194	88.909	49.254	159.357	468.570	352.500	675.110	36.570	474.530	166.970	2.174.250
Octobre 1926.....	22.209	93.424	49.934	165.567	473.140	378.730	704.590	37.200	507.880	172.460	2.274.000
Novembre 1926.....	23.504	99.489	51.236	174.229	499.380	378.440	710.700	40.180	490.090	191.480	2.310.270
Décembre 1926.....	23.627	99.908	51.003	174.538	503.170	389.060	724.350	41.370	515.970	202.560	2.376.480
Année 1926.....	21.691	89.301	49.863	160.855	5.424.620	4.190.150	7.878.230	441.660	5.537.310	1.847.600	25.319.570
Janvier 1927.....	23.626	101.333	49.724	174.683	496.670	385.470	709.150	40.540	506.680	207.230	2.345.740

ANNÉES	COKES		AGGLOMÉRÉS		ANNÉES	MÉTALLURGIE. — PRODUCTION EN TONNES				
	Production (tonnes)	Nombre d'ouvriers	Production (tonnes)	Nombre d'ouvriers		Fonte	Fers finis	Aciers bruts	Aciers finis	Zinc brut
Moyennes mensuelles :					Moyennes mensuelles :					
1913.....	293.583	4.229	217.387	1.911	1913.....	207.058	100.967	205.552	154.922	17.019
1924.....	346.650	5.384	167.693	1.526	1924.....	234.000	16.729	238.377	198.216	13.582
1925.....	342.358	5.345	187.570	1.578	1925.....	211.786	8.761	200.883	164.942	14.324
Janvier 1926.....	321.220	5.315	203.630	1.641	Janvier 1926.....	137.790	4.630	116.180	106.260	13.470
Février 1926.....	347.900	5.755	203.370	1.643	Février 1926.....	202.400	4.010	167.360	181.900	14.810
Mars 1926.....	434.850	6.093	190.770	1.512	Mars 1926.....	281.260	10.320	260.760	240.330	16.280
Avril 1926.....	431.110	5.363	181.410	1.473	Avril 1926.....	287.890	12.240	267.780	228.010	15.670
Mai 1926.....	433.850	5.881	174.510	1.472	Mai 1926.....	299.630	13.920	272.090	240.590	15.770
Juin 1926.....	434.750	6.202	195.940	1.322	Juin 1926.....	294.750	16.050	297.680	256.240	15.530
Juillet 1926.....	453.300	6.159	205.140	1.407	Juillet 1926.....	306.590	13.910	310.740	256.300	15.760
Août 1926.....	455.960	6.082	186.150	1.411	Août 1926.....	318.390	15.880	317.860	257.950	16.200
Septembre 1926.....	423.500	6.049	174.040	1.390	Septembre 1926.....	312.880	16.960	304.790	256.950	15.920
Octobre 1926.....	417.010	6.072	161.650	1.312	Octobre 1926.....	319.590	18.900	308.708	256.130	16.760
Novembre 1926.....	393.820	5.929	145.360	1.308	Novembre 1926.....	309.520	16.620	309.350	257.660	16.530
Décembre 1926.....	408.700	5.928	128.180	1.300	Décembre 1926.....	328.570	15.680	327.690	272.090	17.320
Moyennes mensuelles :	413.414	5.902	179.179	1.433	Moyennes mensuelles :	283.272	13.237	273.061	231.807	15.835
Janvier 1927.....	435.820	5.778	120.080	1.248	Janvier 1927.....	316.430	15.240	312.590	259.040	17.130